

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2018



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Economie et des Finances

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2018



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour le TOGO / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU TOGO AU TITRE DE L'ANNEE 2018

Octobre 2019

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES ENCADRES.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES.....	8
AVANT PROPOS.....	9
RESUME.....	10
INTRODUCTION.....	11
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	14
I.1- Balance commerciale des biens.....	16
I.1.1- Exportations de biens.....	16
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	16
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	17
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	32
I.1.2- Importations de biens.....	35
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	35
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	36
I.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	41
I.2- Balance des services.....	47
I.2.1- Exportations de services.....	48
I.2.2- Importations de services.....	49
I.3- Compte du revenu primaire.....	50
I.4- Compte du revenu secondaire.....	52
II- COMPTE DE CAPITAL.....	53
II.1- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	53
II.2- Transferts de capital.....	53
III- COMPTE FINANCIER.....	55
III.1- Investissements directs.....	55
III.2- Investissements de portefeuille.....	55
III.3- Dérivé financiers.....	55
III.4- Autres investissements.....	56
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	58
IV.1- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	58
IV.2- Actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôt.....	59

IV.3- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôt.....	59
IV.4- Avoirs de réserve.....	60
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	61
V.1- Evolution de la position extérieure globale nette.....	61
V.2- Structure géographique de la position extérieure globale.....	62
CONCLUSION.....	64
LISTE DES ANNEXES.....	65

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Actifs Extérieurs Nets
AIGE	Aéroport International Gnassingbé Eyadéma
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF (ou CIF)	Coût Assurance Fret (ou Cost Insurance Freight)
CCFCC	Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao
CEB	Communauté Electrique du Bénin
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FAB (ou FOB)	Franco à Bord (Free On Bord)
FCFA	Franco de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Social de Développement
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADAT	Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo
PAL	Port Autonome de Lomé
PASA	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PAUT	Projet d'Aménagement Urbain au Togo
PDC	Projet de Développement Communautaire
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPAAO	Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PPP	Partenariat Public-Privé
SNPT	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
SEGUCE	Société d'Exploitation du Guichet Unique du Commerce Extérieur
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar américain
WACEM	West African Cement

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements.....18

Encadré 2 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA.....46

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des transactions courantes	14
Tableau 2 : Evolution du solde de la balance des biens	16
Tableau 3 : Evolution des exportations de biens	17
Tableau 4 : Evolution du service de la dette et des exportations de biens	17
Tableau 5 : Evolution des exportations de marchandises générales	18
Tableau 6 : Evolution des exportations de marchandises en commerce général	21
Tableau 7 : Evolution des exportations de produits agricoles	22
Tableau 8 : Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté	23
Tableau 9 : Evolution des quantités et valeurs de café exporté	24
Tableau 10 : Evolution des quantités et valeurs de coton exporté.....	25
Tableau 11 : Evolution des exportations des autres matières premières agricoles	25
Tableau 12 : Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale	26
Tableau 13 : Evolution des exportations de produits miniers	26
Tableau 14 : Evolution des quantités et valeurs de phosphates exportés.....	27
Tableau 15 : Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté	28
Tableau 16 : Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exportés	28
Tableau 17 : Evolution des réexportations de produits pétroliers	29
Tableau 18 : Evolution des exportations de produits industriels	29
Tableau 19 : Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté	30
Tableau 20 : Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté	32
Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique	32
Tableau 22 : Proportion des exportations en Afrique	34
Tableau 23 : Evolution des importations de biens	36
Tableau 24 : Evolution des marchandises générales importées	36
Tableau 25 : Evolution des importations de biens en commerce spécial	37
Tableau 26 : Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits	37
Tableau 27 : Evolution des importations des biens de consommation	38

Tableau 28 : Evolution des importations du groupe « Alimentation–Boissons-Tabacs ».....	38
Tableau 29 : Evolution des importations du groupe « Autres produits finis pour la consommation »	39
Tableau 30 : Evolution des importations d'énergie et lubrifiants	39
Tableau 31 : Evolution des importations des matières premières	40
Tableau 32 : Evolution des importations des biens d'équipement	40
Tableau 33 : Répartition des importations par zone géographique	41
Tableau 34 : Proportion des importations en provenance d'Afrique	45
Tableau 35 : Evolution de la balance des services	47
Tableau 36 : Evolution du solde des transports	47
Tableau 37 : Evolution du solde des voyages	48
Tableau 38 : Evolution du solde des autres services	48
Tableau 39 : Evolution des exportations de services	49
Tableau 40 : Evolution des importations de services	49
Tableau 41 : Evolution du solde du compte de revenu primaire	50
Tableau 42 : Evolution du solde des revenus des investissements.....	51
Tableau 43 : Evolution du solde du compte de revenu secondaire.....	52
Tableau 44 : Evolution du compte de capital	54
Tableau 45 : Evolution du solde du compte financier	55
Tableau 46 : Evolution des autres investissements	57
Tableau 47 : Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	58
Tableau 48 : Evolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	59
Tableau 49 : Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	60
Tableau 50 : Avoirs de réserve	60
Tableau 51 : Position extérieure globale	62
Tableau 52 : Position extérieure globale par zone géographique	63

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton.....	12
Graphique 2- Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes.....	14
Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles.....	22
Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en quantité et en valeur.....	23
Graphique 5- Evolution des exportations de café en quantité et en valeur.....	24
Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en quantité et en valeur.....	25
Graphique 7- Evolution des exportations de phosphate en quantité et en valeur.....	27
Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en quantité et en valeur.....	28
Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en quantité et en valeur	30
Graphique 10- Répartition des exportations par zone géographique.....	32
Graphique 11- Evolution des exportations en commerce spécial (volume et valeur).....	37
Graphique 12- Répartition des importations par zone géographique.....	42
Graphique 13- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	58
Graphique 14- Evolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôt.....	59

AVANT PROPOS

Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Togo au titre de l'année 2018. Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie retracent les relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent notamment la balance des paiements et la position extérieure globale (PEG). La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG, quant à elle, donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, du revenu primaire et du revenu secondaire. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier enregistre les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette. En effet, les débits réalisés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits effectués sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde du compte financier négatif traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Les comptes extérieurs de l'année 2018, comme ceux de 2011 à 2017, ont été élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édité en 2009, prend en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques, ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle du FMI. A la différence de la présentation du FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, constituent le solde de la balance des paiements.

En outre, la monnaie de référence, dans tout le document, est le franc CFA, sauf indication contraire. De plus, le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

RESUME

L'économie mondiale a évolué en 2018 dans un environnement économique et financier caractérisé par un regain de dynamisme dans la plupart des grandes économies émergentes et en développement. Le taux de croissance économique s'est établi à 3,6%, contre 3,7% en 2017.

Au plan national, la situation économique a été marquée, entre autres, par la poursuite du programme économique et financier, conclu avec le FMI, sur la période 2017-2019, ainsi que la mise en œuvre des réformes structurelles et des projets d'aménagement routier. Le taux de croissance du PIB réel se chiffrerait à 4,9% en 2018, en accroissement de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2017.

Dans ce contexte, la balance des paiements a enregistré en 2018, un excédent de 17.007 millions, contre un excédent de 10.112 millions en 2017. Cette évolution résulte principalement d'une hausse de 34.302 millions du solde du compte de capital, une amélioration de 18.418 millions des flux au titre du compte financier, dont les effets ont été atténués par la hausse de 46.559 millions du déficit courant. Le déficit courant, hors dons publics, rapporté au PIB s'est établi à 4,6% en 2018, contre 4,2% en 2017.

Le déficit du solde des transactions courantes s'est dégradé de 46.559 millions, en passant de 56.117 millions en 2017 à 102.675 millions en 2018, du fait de l'accroissement de 16,3% du déficit de la balance commerciale.

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 175.733 millions, contre 141.431 millions l'année précédente, en hausse de 24,3%, en liaison avec l'accroissement des dons-projets reçus par l'Administration publique au cours de l'année sous revue.

Ainsi, les échanges avec l'extérieur se sont soldés en 2018 par un excédent de financement de 73.058 millions.

Le compte financier a enregistré en 2018 des sorties nettes de capitaux à hauteur de 59.031 millions, contre des sorties nettes de 77.449 millions en 2017, en ligne avec les investissements directs et de portefeuille.

Les transactions extérieures se sont soldées, en 2018, par une hausse des créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents de 17.007 millions, en relation avec l'augmentation de 30.703 millions des créances nettes des autres institutions de dépôt sur les non-résidents, atténuée par le repli de 13.696 millions de celles de la Banque Centrale.

S'agissant de la position extérieure globale nette, elle a enregistré un accroissement de 117.162 millions avec un solde net de -629.502 millions au titre de l'année 2018, contre -746.664 millions un an plus tôt, suite à une augmentation des avoirs plus prononcée que celle des engagements.

INTRODUCTION

L'environnement économique et financier au cours de l'année 2018¹ a été marqué par une montée des tensions commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et leurs partenaires commerciaux, un durcissement des conditions financières, une accentuation des menaces géopolitiques et une hausse des cours du pétrole. Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 3,6% en 2018, contre 3,8% en 2017, selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en octobre 2019.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique s'est établie à 2,4% en 2018 comme en 2017.

Aux Etats-Unis, l'expansion économique est demeurée vigoureuse, se situant à 2,9%, du fait notamment de l'activité du secteur privé qui a été stimulée par la relance budgétaire.

Dans **la Zone euro**, la croissance a ralenti, passant de 2,4% en 2017 à 1,9% en 2018, en relation avec un fléchissement plus important que prévu de l'activité économique au premier trimestre 2018 en Allemagne, en France et en Italie. Cette situation s'explique par la faiblesse de la croissance des exportations, la hausse des prix de l'énergie qui a pesé sur la demande dans les pays importateurs d'énergie ainsi que les incertitudes politiques et sociales internes à certains Etats et celles liées au *Brexit*.

Au niveau des pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est ressorti à 4,7% en 2018, tout comme en 2017. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,9% en 2017 à 6,6% en 2018, dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis. L'économie indienne a progressé de 6,8% en 2018, après 6,7% en 2017, tirée par la demande intérieure, après le niveau le plus bas atteint depuis quatre ans en 2017. En Russie, le taux de croissance s'est établi à 2,3% en 2018, après 1,5% en 2017. L'économie russe a tiré profit de la reprise des cours du pétrole.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance a poursuivi son raffermissement en 2018. Le taux de progression de l'activité économique s'est établi à 3,2% en 2018, en accélération par rapport à celui de 2017 (+2,8%). Cette croissance a été soutenue par plusieurs facteurs, notamment une baisse de l'inflation et un assainissement budgétaire dans la plupart des pays. Le Nigeria a enregistré une croissance de 1,9% en 2018, après 0,8% en 2017, en ligne avec l'amélioration de la production de pétrole et le redressement de l'économie non pétrolière. En Afrique du Sud, l'économie a enregistré une baisse de son rythme de progression, avec un taux de croissance de 0,8% en 2018, après 1,4% en 2017.

Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, l'activité économique est demeurée vigoureuse en 2018, à la faveur de la consolidation de la demande intérieure dans certains pays industrialisés ainsi que de l'amélioration du climat social et des affaires. L'activité économique a également bénéficié du regain de dynamisme des échanges avec le Nigeria, principal partenaire commercial de plusieurs pays de l'UEMOA, et de la poursuite, par ses Etats membres, des investissements dans les infrastructures socioéconomiques.

Dans ce contexte, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,6% en 2018, tout comme en 2017. La croissance économique a été impulsée principalement par le secteur tertiaire avec un apport de 3,7 points, à travers notamment la bonne tenue des activités commerciales, portuaires, aéroportuaires et de transport ainsi que des services. L'expansion économique provient également du secteur secondaire, deuxième pilier de la croissance avec une contribution de 1,6 point. Il a bénéficié de l'exécution, à un rythme soutenu, de travaux de grande envergure dans les infrastructures de base, de l'amélioration de l'offre d'énergie électrique et du regain d'activités dans les industries extractives, avec notamment l'entrée en production de la société FEKOLA qui exploite la seconde plus grande mine d'or au Mali. Le secteur primaire a contribué à la croissance économique à hauteur de 1,3 point, grâce à la hausse de la production agricole, favorisée par une bonne pluviométrie.

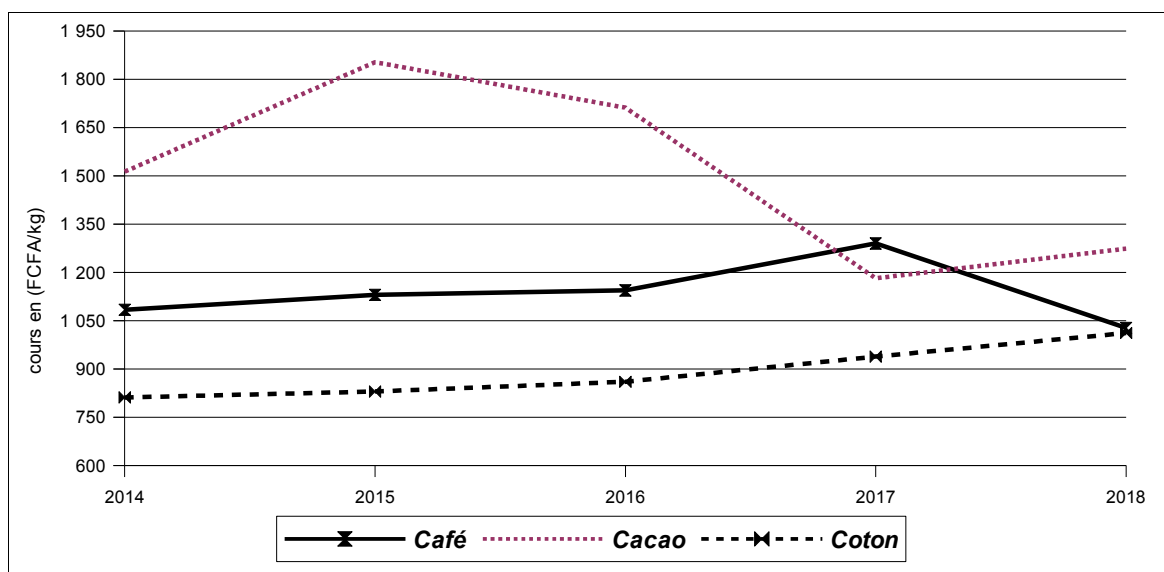
¹ Rapport annuel de la BCEAO au titre de l'année 2018

La campagne agricole 2018/2019 a bénéficié, au plan climatique, de conditions pluviométriques globalement favorables qui ont, selon le centre régional AGRHYMET, permis de parachever les semis et contribuer à la réussite des jeunes pousses des principales céréales pluviales (mil, sorgho, maïs). En outre, les rendements du mil se sont améliorés dans plusieurs zones de production au sein de l'Union.

Au titre des matières premières, les cours des produits de base ont enregistré des évolutions baissières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du pétrole (+26,8%), du cacao (+13,0%), du coton (+12,7%) et de l'or (+1,1%). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées pour l'huile de palmiste (-27,8%), le caoutchouc (-19,7%), le café robusta (-16,2%) et l'huile de palme (-14,4%). Les cours du pétrole ont poursuivi leur reprise à la hausse, entamée en 2017, portée par l'optimisme des investisseurs sur le rééquilibrage du marché pétrolier, en lien avec le respect des objectifs de quota de production fixés au sein de l'OPEP et les inquiétudes pesant sur l'offre, en provenance du Venezuela, de la Russie et de l'Iran. Cette tendance est en phase avec l'entrée en vigueur en novembre 2018 des sanctions américaines contre le secteur pétrolier iranien. Les prix du cacao ont été portés par la vigueur de la demande en provenance d'Asie, d'Europe et des Etats-Unis et les incertitudes sur l'offre mondiale. Les cours du coton ont bénéficié de la vigueur de la demande, conjuguée à la baisse des stocks.

Les évolutions des cours du café, du cacao et du coton sont représentées sur le graphique ci-après.

Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton



Source : BCEAO

Au titre des principales cultures d'exportation, les récoltes seraient également en hausse au cours de la campagne agricole 2018/2019, par rapport à la précédente campagne.

Après une récolte record de 2.045.112 tonnes au sein de l'Union durant la campagne 2017/2018, la production de cacao est estimée à 1.969.746 tonnes au titre de la campagne 2018/2019, du fait notamment des ravages causés par la maladie du Swollen Shoot sur les vergers. Bien qu'en baisse de 3,7%, ce volume demeure toutefois la deuxième plus grosse quantité jamais obtenue dans l'Union, après celle de la campagne précédente.

S'agissant de la production de café, la hausse exceptionnelle de 167,3% enregistrée au terme de la campagne 2018/2019, s'explique, entre autres, par le retour à une situation normale, après la baisse importante de la production lors de la campagne précédente, du fait de la perte d'une bonne partie de la floraison sous l'effet de fortes pluies. La récolte est estimée à 137.726 tonnes, après 51.523 tonnes et 122.611 tonnes, respectivement lors des campagnes 2017/2018 et 2016/2017.

La production de coton graine de l'Union est ressortie à 2.509.970 tonnes, en hausse de 3,1% par rapport à la campagne 2017/2018, du fait d'une pluviométrie satisfaisante et du maintien des mesures de soutien aux producteurs, notamment la mise à disposition des intrants et l'encadrement technique.

Le volume de noix de cajou est ressorti à 1.186.832 tonnes au cours de la campagne 2018/2019, en progression de 4,0% par rapport à la campagne précédente, à la faveur notamment de conditions climatiques satisfaisantes dans les zones de production en Côte d'Ivoire et au Bénin.

Au plan national, la situation économique en 2018 a évolué dans un contexte marqué par la poursuite du programme économique et financier, conclu avec le FMI, sur la période 2017-2019, ainsi que la mise en œuvre des réformes structurelles et des projets d'aménagement routier.

Dans ce contexte, l'évolution des principaux indicateurs en 2018 se présente comme suit :

- accroissement de 4,9% du PIB, en termes réels, qui s'établit à 2.312.173 millions, contre 2.203.956 millions en 2017. En termes nominaux, le PIB passerait de 2.798.736 millions en 2017 à 2.975.163 millions en 2018, soit une progression de 6,3% ;
- hausse de 0,9% de la moyenne de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation en 2018, contre un repli de 0,2% en 2017 ;
- hausse de 6,2% des recettes courantes de l'Etat qui se chiffrent à 659.999 millions en 2018 (22,2% du PIB), contre 621.418 millions en 2017 (22,2% du PIB) ;
- augmentation de 9,9% des dépenses et prêts nets de l'Etat qui s'établissent à 788.922 millions en 2018 (26,5% du PIB), contre 717.743 millions une année plus tôt (25,6% du PIB) ;
- progression de 9,3% de la masse monétaire qui se chiffre à 1.726.041 millions en 2018, contre 1.578.673 millions une année plus tôt, se traduisant par des accroissements de 4,1% des dépôts en banque et de 12,5% de la circulation fiduciaire. Les créances sur l'économie augmentent de 4,1% en s'établissant à 1.225.687 millions en 2018 (41,2% du PIB), contre 1.176.870 millions en 2017 (42,1% du PIB), à la faveur des concours aux opérateurs économiques des secteurs des transports, des entrepôts et des communications, ainsi que des Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels. Les créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration publique centrale se sont accrues de 26,5%, passant de 164.934 millions en 2017 à 208.593 millions en 2018.

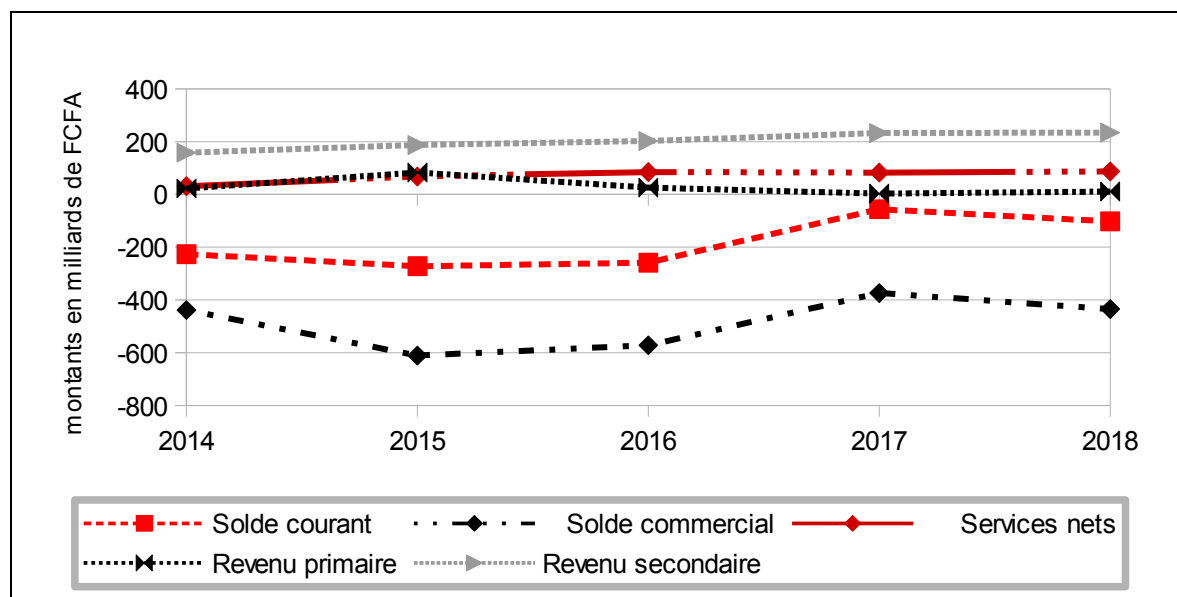
Sous l'effet de ces évolutions, les échanges extérieurs se sont traduits par un accroissement de 6.895 millions du solde global de la balance des paiements, qui est ressorti à 17.007 millions en 2018, contre 10.112 millions en 2017. Cette évolution résulte d'une hausse de 34.302 millions du solde du compte de capital, une amélioration de 18.418 millions des flux au titre du compte financier, dont les effets ont été atténués par la hausse de 46.559 millions du déficit courant.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2018, les transactions courantes du Togo se sont soldées par un déficit de 102.675 millions, en hausse de 46.559 millions par rapport au déficit de 56.117 millions enregistré une année plus tôt.

Cette évolution résulte principalement de l'aggravation de 60.812 millions du déficit de la balance des biens.

Graphique 2 - Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes



Source : BCEAO

Tableau 1- Balance des transactions courantes (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Biens et Services	-407 328	-542 977	-486 976	-291 486	-347 717	19,3%
Biens	-438 394	-610 801	-571 673	-373 810	-434 622	16,3%
Services	31 067	67 824	84 696	82 324	86 905	5,6%
Revenu primaire	22 791	83 149	25 841	2 902	10 742	270,2%
Revenu secondaire	158 163	187 264	202 388	232 467	234 300	0,8%
Balance courante	-226 373	-272 563	-258 747	-56 117	-102 675	83,0%
Balance courante hors dons publics	-268 240	-317 203	-301 086	-116 936	-135 858	16,2%
PIB Nominal	2 259 047	2 471 777	2 659 009	2 798 736	2 975 163	6,3%
Solde courant rapporté au PIB	-10,0%	-11,0%	-9,7%	-2,0%	-3,5%	-1,5 (*)
Solde courant hors dons publics rapporté au PIB	-11,9%	-12,8%	-11,3%	-4,2%	-4,6%	-0,4 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations de septembre 2019)

Le déficit courant a représenté 3,5% du PIB en 2018, en aggravation de 1,5 point de pourcentage par rapport aux 2,0% enregistrés en 2017.

Hors dons officiels, le déficit courant s'est chiffré à 4,6% du PIB, contre 4,2% en 2017 sous l'effet conjugué :

- de l'accroissement des exportations de biens (+1,5%) ;
- de la hausse des importations de biens (+7,2%) ;
- de la progression du solde excédentaire des services (+5,6%) ;
- de l'augmentation du solde excédentaire du compte de revenu primaire (+270,2%) ;
- de la progression du solde excédentaire du compte de revenu secondaire (+0,8%).

I.1- BALANCE COMMERCIALE DES BIENS

La balance commerciale du Togo est ressortie déficitaire en 2018. Ce déficit s'est établi à 434.622 millions, en aggravation de 16,3% par rapport aux 373.810 millions de l'année 2017. Cette évolution résulte de l'augmentation de 7,2% des importations, atténuée par l'accroissement de 1,5% des exportations.

Le taux de couverture des importations par les exportations, mesurant l'indépendance économique d'un pays à travers sa capacité à couvrir ses importations par ses exportations a fléchi de 3,3 points de pourcentage, en s'établissant à 58,0% en 2018, contre 61,3% en 2017.

Le degré d'ouverture commerciale, mesurant le niveau des échanges d'une économie avec le reste du monde, s'établit à 27,5% en 2018, contre 27,8% en 2017. Le degré d'ouverture commerciale du Togo sur l'extérieur s'est détérioré de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2017, en raison d'un accroissement du PIB, en termes nominaux, plus important que l'évolution des transactions du Togo avec l'extérieur (exportations et importations). En effet, au cours de la période sous revue, le PIB nominal progresserait de 6,3% alors que les exportations et importations ont globalement enregistré un accroissement de 5,1%.

Tableau 2- Evolution du solde de la balance des biens (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Exportations (X)	655 465	597 686	614 237	591 458	600 446	1,5%
Importations (M)	1 093 860	1 208 487	1 185 909	965 268	1 035 068	7,2%
Balance des biens	-438 394	-610 801	-571 673	-373 810	-434 622	16,3%
PIB Nominal (PIB)	2 259 047	2 471 777	2 659 009	2 798 736	2 975 163	6,3%
Taux de couverture (X)/(M)	59,9%	49,5%	51,8%	61,3%	58,0%	-3,3^(*)
Degré d'ouverture commerciale [(X+M)/2]/PIB	38,7%	36,5%	33,8%	27,8%	27,5%	-0,3^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations de septembre 2019)

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens du Togo au titre de l'année 2018 se sont chiffrées à 600.446 millions, en hausse de 1,5% par rapport aux 591.458 millions enregistrés en 2017.

Ces exportations se composent de marchandises générales pour 590.285 millions et de ventes d'or non monétaire pour 10.161 millions.

Au cours de l'année sous revue, il n'y a pas eu d'exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international.

Tableau 3- Evolution des exportations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Marchandises générales (1) = (a) + (b)	634 753	581 993	599 634	571 354	590 285	3,3%
Commerce général (a)	335 396	453 222	489 002	485 401	510 794	5,2%
Ajustements (b)	299 358	128 771	110 631	85 953	79 491	-7,5%
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international (2)	0	0	0	0	0	-
Or non monétaire (3)	20 712	15 694	14 603	20 104	10 161	-49,5%
TOTAL EXPORTATIONS DE BIENS (1)+(2)+(3)	655 465	597 686	614 237	591 458	600 446	1,5%
PIB Nominal (PIB)	2 259 047	2 471 777	2 659 009	2 798 736	2 975 163	6,3%
Exportations de biens / PIB	29,0%	24,2%	23,1%	21,1%	20,2%	-0,9^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations de septembre 2019)

Le service de la dette extérieure rapporté aux exportations de biens est ressorti à 7,0% en 2018, en repli de 1,5 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2017. Ce ratio, qui permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement du service de la dette extérieure face à un choc sur les recettes d'exportation, est largement en dessous du seuil plafond de vulnérabilité fixé à 20%, pour les pays à qualité de politiques et institutions moyenne.

Tableau 4- Evolution du service de la dette et des exportations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Service de la dette extérieure	30 199	36 616	41 106	50 224	42 257	-15,9%
Exportations de biens	655 465	597 686	614 237	591 458	600 446	1,5%
Service de la dette extérieure/Exportations de biens (en %)	4,6	6,1	6,7	8,5	7,0	-1,5 ^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : Direction de la Dette Publique et du Financement, BCEAO

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les marchandises générales exportées se sont chiffrées en 2018 à 590.285 millions, en hausse de 3,3% par rapport aux 571.354 millions de 2017.

Ces niveaux d'exportation résultent des données du commerce général produites, sur la base des statistiques douanières, par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), sur lesquelles des ajustements sont opérés pour tenir compte des spécificités des statistiques de la balance des paiements.

Les opérations en commerce général se sont élevées à 510.794 millions en 2018, en accroissement de 5,2% par rapport aux 485.401 millions de 2017. Les ajustements se sont chiffrés à 79.491 millions en 2018, en diminution de 7,5% par rapport aux 85.953 millions de 2017. Ces ajustements ont concerné, entre autres, les écarts relevés entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation, ainsi que l'estimation du commerce non contrôlé et la prise en compte de l'exportation de l'électricité.

Tableau 5- Evolution des exportations de marchandises générales (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Commerce général	335 396	453 222	489 002	485 401	510 794	5,2%
Ajustements	299 358	128 771	110 631	85 953	79 491	-7,5%
Ajustements de valeur	11 832	8 244	10 187	4 572	9 804	114,4%
Ajustements de chronologie	86 161	14 850	1 489	-8 398	-3 413	-59,4%
Ajustements de couverture (commerce non contrôlé, électricité, etc.)	201 365	105 677	98 955	89 779	73 101	-18,6%
Marchandises générales	634 753	581 993	599 634	571 354	590 285	3,3%

Sources : BCEAO et INSEED

La méthode d'estimation des ajustements est présentée dans l'encadré 1 ci-après.

Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements

Des ajustements de valeurs, de chronologie et de champ couvert sont opérés sur les statistiques du commerce extérieur, recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED), pour le passage aux données enregistrées en balance des paiements.

1. Ajustements de valeurs

Pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne (pondérée des quantités exportées) des prix déclarés par les opérateurs économiques. L'écart entre le prix de marché et le prix obtenu des statistiques du commerce extérieur, appliqué aux quantités retracées dans le commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs issues des statistiques du commerce extérieur.

Pour l'année 2018, les ajustements de valeurs ont porté sur 9.804 millions, contre 4.572 millions une année plus tôt.

Le détail de ces ajustements est retracé dans le tableau ci-après.

Tableau i : Ajustements de valeurs

Produits	PRIX MOYEN A LA TONNE (en FCFA)			Tonnage du commerce extérieur (4)	Ajustements en FCFA (5)=(3)*(4)
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	1 002 506	200 624	801 883	5 456	4 374 694 109
Cacao	1 096 207	456 424	639 783	6 476	4 143 501 342
Ciments	63 593	44 033	19 560	100 686	1 969 405 592
Clinker	40 322	40 779	-457	1 307 301	-598 041 041
Phosphates	44 078	44 186	-109	1 045 837	-113 525 857
TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en FCFA)					9 803 684 898
TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en millions de FCFA)					9 804

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

2. Ajustements de chronologie

Ces ajustements sont fondés sur le fait que les statistiques du commerce extérieur recensent les déclarations en douane liquidées de l'année, tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année. La date de chaque opération est celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur.

Les ajustements de chronologie permettent en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant des décalages de dates d'enregistrement de certaines transactions par les Services douaniers et les opérateurs économiques. L'écart entre les quantités déclarées par les opérateurs et celles obtenues du commerce extérieur, appliqué aux prix du commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs contenues dans les statistiques du commerce extérieur.

Pour 2018, ces ajustements se sont établis à -3.413 millions (contre -8.398 millions en 2017), selon le calcul ci-après.

Tableau ii : Ajustements de chronologie

Produits	TONNAGE (en tonne)			Prix moyen à la tonne en FCFA des Exportateurs (4)	Ajustements en FCFA (5)=(3)*(4)
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	6 663	5 456	1 207	1 002 506	1 210 156 183
Cacao	4 638	6 476	-1 839	1 096 207	-2 015 509 626
Ciments	70 708	100 686	-29 978	63 593	-1 906 410 592
Clinker	1 321 885	1 307 301	14 584	40 322	588 058 474
Phosphates	1 045 433	1 045 837	-404	44 078	-17 816 144
TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en FCFA)					-3 413 309 879
TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en millions de FCFA)					-3 413

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

3. Ajustements de champ couvert

Les ajustements de champ couvert permettent de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (exemple : déduction des importations des Ambassades). Il est également procédé sous cette rubrique, la prise en compte du commerce non contrôlé.

L'estimation du commerce non contrôlé, telle que ressortie des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA de 2018 est présentée dans le tableau suivant.

Tableau iii : Exportations et importations non contrôlées du Togo (en millions de FCFA)

Pays	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)
BENIN	107 141	154 521	47 380	3 840	17 171	13 331
BURKINA	85 979	100 680	14 700	3 566	34 751	31 185
COTE D'IVOIRE	43 204	46 243	3 039	12 789	53 347	40 558
GUINEE BISSAU	173	393	220	7 079	0	-7 079
MALI	30 622	36 717	6 094	222	7 280	7 059
NIGER	44 508	45 912	1 404	8	12 664	12 656
SENEGAL	5 224	5 488	263	8 232	11 741	3 509
TOTAL	316 852	389 953	73 101	35 735	136 954	101 219

Sources : INSEED et BCEAO

S'agissant spécifiquement des importations du Togo en provenance de la Guinée-Bissau, l'écart négatif de 7.079 millions ressorti dans le tableau iii est corrigé, avec le même niveau de signe contraire. En d'autres termes, s'il est retenu que les importations (de poisson), déclarées dans les statistiques du commerce extérieur en 2018, sont à exclure des transactions intra-UEMOA (parce qu'ayant été effectuées en haute mer, avec des licences bissau-guinéennes, par des sociétés européennes essentiellement), elles doivent être affectées au reste du monde. Ainsi, en ajoutant 7.079 millions aux 101.219 millions, le total des ajustements sous cette rubrique s'est établi à 108.298 millions.

Après ajustement des données du commerce général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se chiffrent à 15,1%, actualisé en 2018, tout comme en 2016 et 2017 (contre 16,0% en 2015).

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les Services douaniers.

La synthèse des ajustements est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau iv : Synthèse des ajustements

LIBELLES	2017			2018			Variations 2018/2017		
	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CRÉDIT	DÉBIT	SOLDE
A- COMMERCE GÉNÉRAL - INSEED	505 505	945 954	-440 449	520 955	990 505	-469 550	3,1%	4,7%	6,6%
Corrections sur importations et ré-exportations de produits pétroliers (a)	0	0	0	0	0	0			
Enregistrements à exclure des exportations (coton en transit au Togo) (b)			0			0			
Régimes et produits à exclure pour ajustement de champ statistique (c)	20 104	0	20 104	10 161	0	10 161	-49,5%		-49,5%
- Privilèges diplomatiques			0			0			
- Entrée en zone franche et sortie de zone franche, de produits nationaux	0	0	0	0	0	0			
- Avoillements (à imputer aux autres biens)			0			0			
- Or non monétaire (à imputer au poste or non monétaire de la BDP)	20 104		20 104	10 161		10 161	-49,5%		-49,5%
B- COMMERCE GÉNÉRAL - BDP (A-a-b-c)	485 401	945 954	-460 553	510 794	990 505	-479 711	5,2%	4,7%	4,2%
Autres ajustements (d)	85 953	2 205	83 748	79 491	35 916	43 575	-7,5%	1 529,1%	-48,0%
Ajustements pour fret et assurance		-142 839	142 839		-149 566	149 566		4,7%	4,7%
Ajustement chronologique - Tableau ii	-8 398		-8 398	-3 413		-3 413	-59,4%		-59,4%
Ajustements de valeurs - Tableau i	4 572		4 572	9 804		9 804	114,4%		114,4%
Commerce non repris ailleurs	89 779	145 044	-55 265	73 101	185 482	-112 381	-18,6%	27,9%	103,4%
CEB (importation et exportation d'électricité)	73 185	69 161	4 024	78 966	77 184	1 782	7,9%	11,6%	-55,7%
Exportations non contrôlées (Tableau iii)	16 594		16 594	-5 865		-5 865	-135,3%		-135,3%
Importations non contrôlées (Tableau iii)		71 412	-71 412		101 219	-101 219		41,7%	41,7%
Autres ajustements (Transactions déclassées de l'UEMOA vers le reste du monde)		4 471	-4 471		7 079	-7 079		58,3%	58,3%
C-TOTAL MARCHANDISES GÉNÉRALES FOB EN BDP (C=B+d)	571 354,3	948 159	-376 804	590 285	1 026 420	-436 135	3,3%	8,3%	15,7%
IMPORTATIONS TOTALES EN VALEUR CAF		1 090 998			1 175 987			7,8%	

Sources : INSEED et BCEAO

En somme, il est ressorti de ce qui précède que le total des ajustements sur les exportations s'est chiffré à 79.491 millions en 2018, en retrait de 7,5% par rapport aux 85.953 millions de 2017. Concernant les importations de 2018, les coûts de l'assurance et du fret sont évalués à 149.566 millions et le commerce non contrôlé à 185.482 millions, contre respectivement 142.839 millions et 145.044 millions en 2017.

La progression des exportations en 2018 est impulsée essentiellement par les produits agricoles et miniers.

Tableau 6- Evolution des exportations de marchandises en commerce général (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Produits agricoles	62 273	92 829	68 173	88 579	101 197	14,2%
Produits miniers	86 355	98 781	100 119	90 707	99 522	9,7%
Produits pétroliers	35 299	21 737	25 210	41 897	46 205	10,3%
Produits industriels	146 166	207 935	270 335	229 191	233 563	1,9%
Autres produits	5 303	31 939	25 165	35 028	30 307	-13,5%
Commerce général	335 396	453 222	489 002	485 401	510 794	5,2%

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.1.2.1- Produits agricoles

Les exportations de produits agricoles du Togo portent sur les produits de rente traditionnels (cacao, café et coton fibre), les produits alimentaires d'origine végétale (céréales, farines, piments, épices, légumes et fruits), ainsi que d'autres produits (graines de coton, bois, autres oléagineux, etc.).

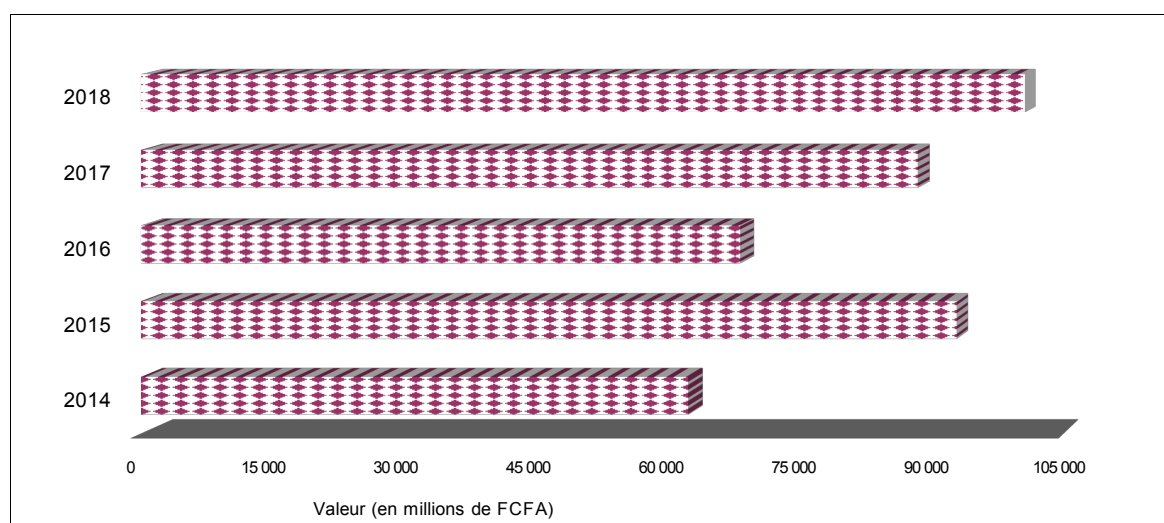
Tableau 7- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Cacao	14 443	14 551	8 128	3 125	5 084	62,7%
Café	7 844	11 540	4 638	1 482	6 679	350,7%
Coton fibre	28 615	37 393	30 224	42 281	49 075	16,1%
Autres matières premières agricoles	1 551	1 396	1 641	4 711	1 208	-74,4%
Produits alimentaires d'origine végétale	9 820	27 949	23 541	36 980	39 151	5,9%
Produits agricoles	62 273	92 829	68 173	88 579	101 197	14,2%

Sources : BCEAO et INSEED

En 2018, ces exportations se sont chiffrées en valeur à 101.197 millions, en accroissement de 14,2% par rapport aux 88.579 millions enregistrés en 2017. Cette hausse est essentiellement due à la progression des exportations de cacao, de café, de coton, ainsi que des produits alimentaires d'origine végétale.

Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)



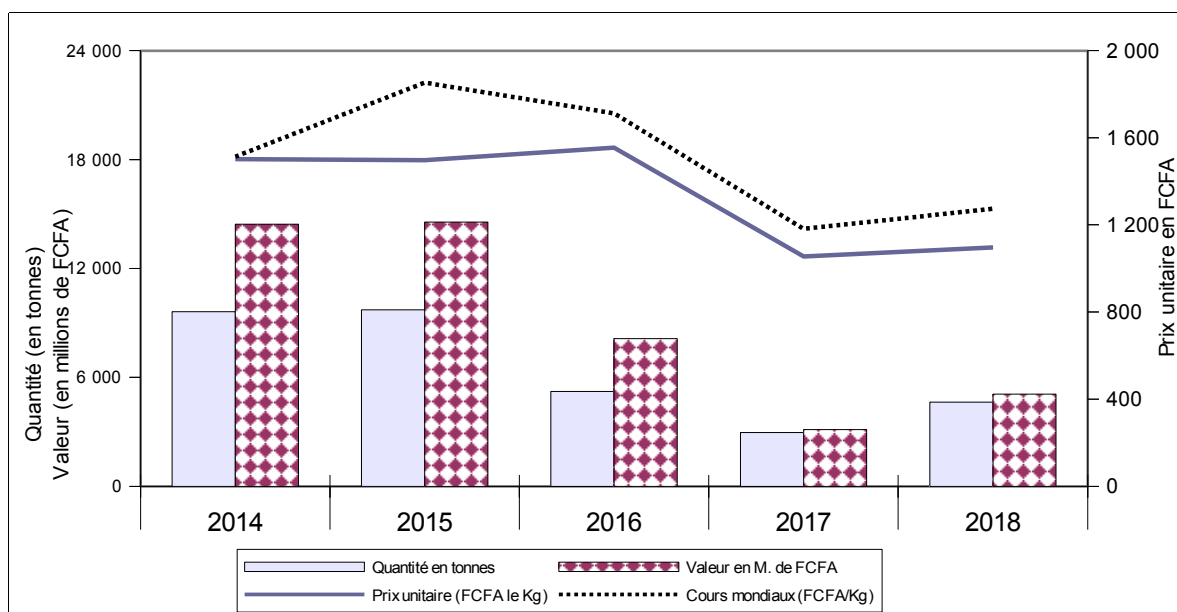
Sources : BCEAO et INSEED

1.1.1.2.1.1- Cacao

En 2018, les exportations de cacao ont généré des recettes de 5.084 millions, en hausse de 62,7% par rapport aux 3.125 millions enregistrés une année plus tôt.

La quantité exportée a également progressé de 56,6%, en passant de 2.961 tonnes en 2017 à 4.638 tonnes une année plus tard, en liaison avec l'orientation favorable de la collecte. En effet, la quantité de cacao collectée en 2018 a connu un accroissement de 144,8%, passant de 2.859,9 tonnes en 2017 à 7.001,7 tonnes une année plus tard. Cette évolution des collectes fait suite à des conditions climatiques favorables.

Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en quantité et en valeur



Sources : INSEED et CCFCC

Quant au prix moyen de cession du cacao, il passe de 1.055 FCFA le kilogramme en 2017 à 1.096 FCFA le kilogramme en 2018, soit un accroissement de 3,9%.

Sur le marché international, le cours du cacao a connu une hausse de 7,8% en 2018, par rapport à 2017. En effet, le cours du cacao s'est établi, en moyenne, à 1.274 FCFA/kg en 2018, contre 1.182 FCFA/kg en 2017, en raison des craintes de ralentissement de la production en Côte d'Ivoire.

En 2018, les clients du Togo ont été la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas.

Tableau 8- Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté

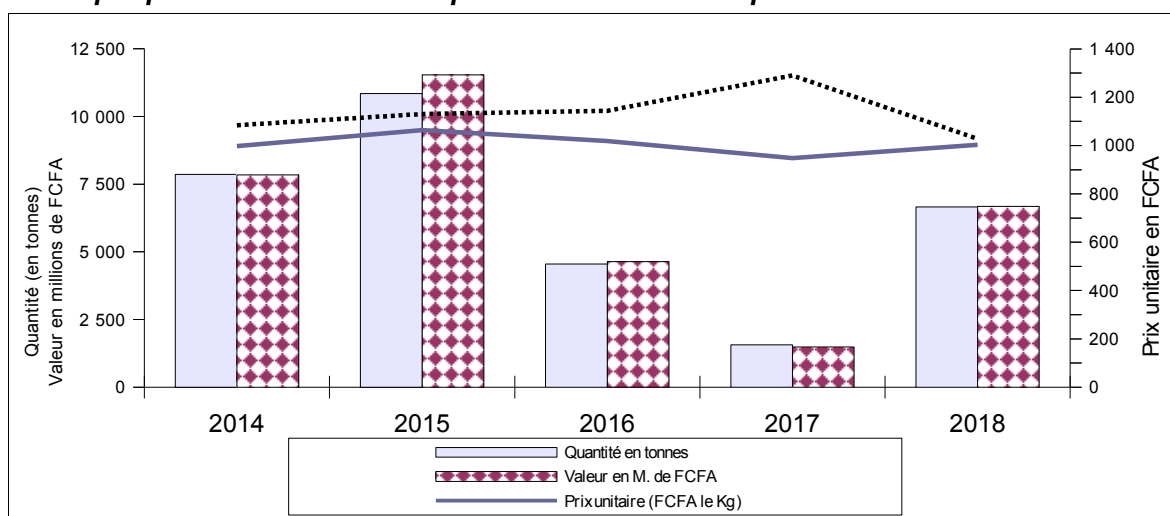
CACAO	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Quantité (tonnes)	9 617	9 721	5 229	2 961	4 638	56,6%
Valeur (millions de FCFA)	14 443	14 551	8 128	3 125	5 084	62,7%
Prix moyen (FCFA/kg)	1 502	1 497	1 554	1 055	1 096	3,9%

Sources : CCFCC et INSEED

1.1.1.2.1.2- Café

En 2018, les recettes d'exportation de café se sont inscrites en hausse de 350,7% en s'établissant à 6.679 millions, contre 1.482 millions en 2017, en liaison avec l'accroissement de 326,4% de la quantité exportée, dans un contexte d'une hausse de 166,4% de la collecte (2.607,1 tonnes en 2017 et 6.649,5 tonnes en 2018). L'augmentation de la quantité de café collectée en 2018 est liée à de conditions climatiques favorables, ainsi qu'à une lutte efficace contre l'invasion des plantations par des chenilles à queue de rat.

Graphique 5- Evolution des exportations de café en quantité et en valeur



Sources : CCFCC et INSEED

Le prix moyen de cession a progressé de 5,7% pour s'établir à 1.003 FCFA le kilogramme en 2018, contre 948 FCFA le kilogramme une année plus tôt.

Quant au cours du café sur le marché international, il s'est établi à 1.028 FCFA le kilogramme en 2018, contre 1.290 FCFA le kilogramme une année plus tôt, soit un repli de 20,4%. Cette évolution serait en relation avec les prévisions d'excédents d'offre pour la campagne 2018/2019.

En 2018, les clients du Togo ont été la Belgique, l'Italie et le Maroc.

Tableau 9- Evolution des quantités et valeurs de café exporté

CAFE	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Quantité (tonnes)	7 864	10 849	4 551	1 563	6 663	326,4%
Valeur (millions de FCFA)	7 844	11 540	4 638	1 482	6 679	350,7%
Prix moyen (FCFA/kg)	998	1 064	1 019	948	1 003	5,7%

Sources : CCFCC, INSEED et BCEAO

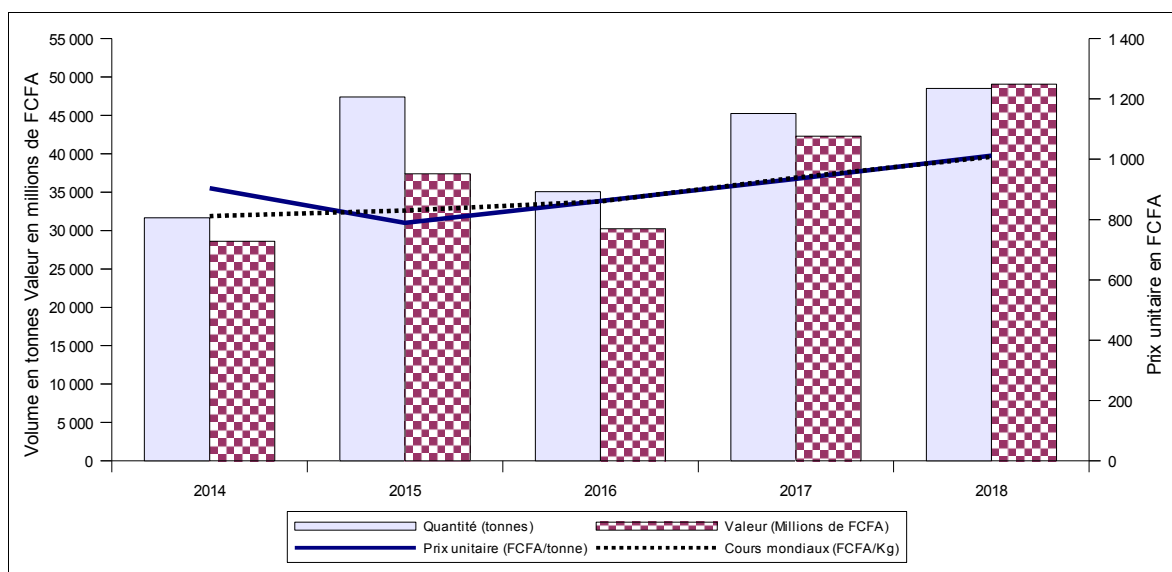
1.1.1.2.1.3- Coton-fibre

La valeur des exportations de coton-fibre a enregistré une hausse de 16,1% en se chiffrant à 49.075 millions en 2018, contre 42.281 millions en 2017.

Cette évolution est liée à l'augmentation de 7,2% de la quantité exportée, en relation avec l'orientation favorable de la demande.

Le prix moyen de cession a augmenté de 8,3% pour ressortir à 1.012 FCFA le kilogramme, contre 935 FCFA le kilogramme une année plus tôt. Sur le marché international, le cours du coton a aussi connu, entre 2017 et 2018, un accroissement de 7,4%, pour s'établir à 1.008 FCFA le kilogramme, contre 939 FCFA le kilogramme en 2017. Les cours du coton se sont renforcés, en relation avec la vigueur de la demande mondiale.

Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en quantité et en valeur



Source : INSEED

En 2018, le coton-fibre a principalement été écoulé vers l'Asie (Bangladesh, Chine, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Singapour et Vietnam) et l'Europe (Portugal).

Tableau 10- Evolution des quantités et valeurs de coton exporté

COTON FIBRE	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Quantité (tonnes)	31 646	47 390	35 067	45 241	48 493	7,2%
Valeur (millions de FCFA)	28 615	37 393	30 224	42 281	49 075	16,1%
Prix moyen (FCFA/kg)	904	789	862	935	1 012	8,3%

Sources : NSCT, INSEED et BCEAO

1.1.1.2.1.4- Autres matières premières agricoles

En dehors des produits de rente traditionnels, le Togo a exporté en 2018, diverses matières premières d'origine végétale, notamment des graines de coton et du bois.

Les exportations de ces autres matières premières agricoles ont diminué de 74,4% en s'établissant à 1.208 millions en 2018, contre 4.711 millions en 2017.

Les graines de coton ont principalement été écoulées vers l'Espagne.

Le bois a été exporté vers l'Asie (Inde) et l'arachide en coques vers la Belgique et la France.

Tableau 11- Evolution des exportations des autres matières premières agricoles (en millions)

	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Amandes de palme	0	2	0	0	2	-
Graines de coton	1 069	1 187	1 408	3 745	731	-80,5%
Arachides en coques	0	5	5	32	61	91,3%
Bois	481	201	228	934	414	-55,7%
ENSEMBLE	1 551	1 396	1 641	4 711	1 208	-74,4%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.2.1.5- Autres produits d'origine végétale

Les autres produits d'origine végétale exportés par le Togo se composent essentiellement d'oléagineux, de céréales et farines, de piments et épices, de légumes et fruits ainsi que de fleurs et boutures.

En 2018, les exportations de ces produits se sont inscrites en hausse de 5,9%, en s'établissant à 39.151 millions, contre 36.980 millions en 2017. Cette progression est essentiellement imputable à l'accroissement de 97,9% des exportations des légumes et fruits et de 74,5% des céréales et farines.

Sur la période, les ventes extérieures des produits oléagineux ont fléchi de 11,4%.

Les oléagineux, composés essentiellement de l'huile de palme et ses fractions (même raffinées, mais non chimiquement modifiées), des arachides (non grillées ni autrement cuites), des fèves de soja et des autres graines et fruits oléagineux, ont été principalement écoulés vers la CEDEAO (Bénin, Ghana, Niger, Sénégal), l'Union Européenne (Espagne et Pays-Bas) et la Chine.

Les céréales et farines ont été exportées vers l'UEMOA (Burkina et Niger).

Pour les légumes et fruits, les principaux pays destinataires en 2018 ont été la France, l'Inde et le Viêt Nam.

Tableau 12- Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale (en millions)

	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Oléagineux	6 877	25 741	21 275	30 694	27 197	-11,4%
Céréales et farines	837	319	146	1 579	2 756	74,5%
Piments et épices	383	8	9	1	3	175,0%
Légumes et fruits	1 430	1 643	1 808	4 578	9 062	97,9%
Fleurs et boutures	0	25	47	14	15	10,2%
Divers	293	212	256	114	117	2,8%
TOTAL	9 820	27 949	23 541	36 980	39 151	5,9%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.2.2- Produits miniers

Les exportations de produits miniers du Togo portent principalement sur les phosphates, le clinker et le minerai de fer. En 2018, elles ont globalement augmenté de 9,7%, en s'établissant à 99.522 millions, contre 90.707 millions en 2017.

Tableau 13- Evolution des exportations de produits miniers (en millions)

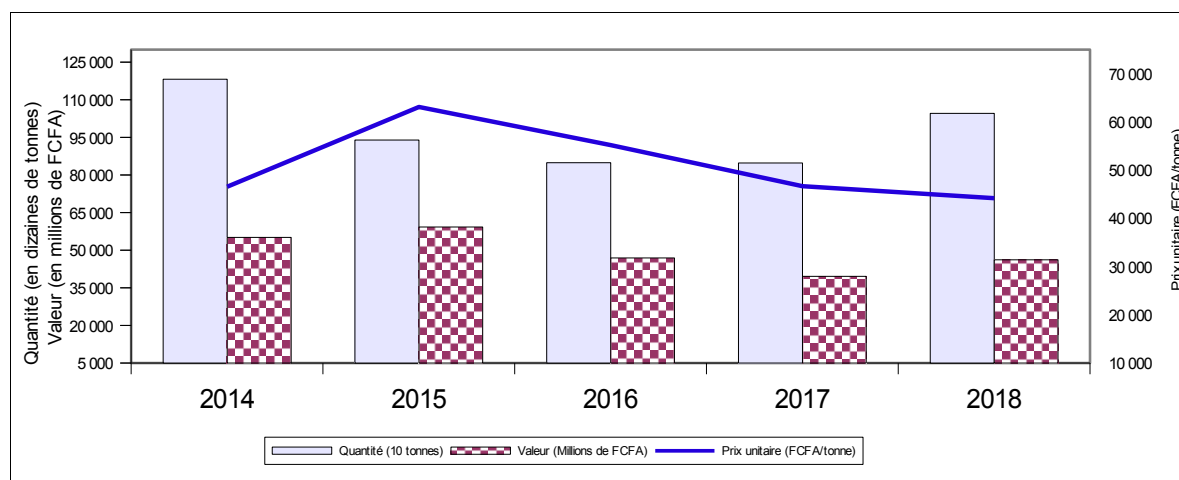
	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Phosphates	55 056	59 249	46 869	39 603	46 211	16,7%
Clinker	28 371	38 237	53 250	51 104	53 311	4,3%
Minerais de fer	2 928	1 295	0	0	0	-
TOTAL	86 355	98 781	100 119	90 707	99 522	9,7%

Sources : INSEED et BCEAO

I.1.1.2.2.1- Phosphates

En valeur, les exportations de phosphates ont progressé de 16,7% en 2018, en passant de 39.603 millions en 2017 à 46.211 millions une année plus tard. Cette évolution fait suite à l'accroissement de 23,3% de la quantité exportée.

Graphique 7- Evolution des exportations de phosphates en quantité et en valeur



Sources : Entreprise et BCEAO

Tableau 14- Evolution des quantités et valeurs de phosphates exportés

PHOSPHATES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Quantité (tonnes)	1 182 043	939 023	848 957	848 141	1 045 837	23,3%
Valeur (millions de FCFA)	55 056	59 249	46 869	39 603	46 211	16,7%
Prix moyen (FCFA/tonne)	46 577	63 096	55 207	46 694	44 186	-5,4%

Sources : Entreprise et BCEAO

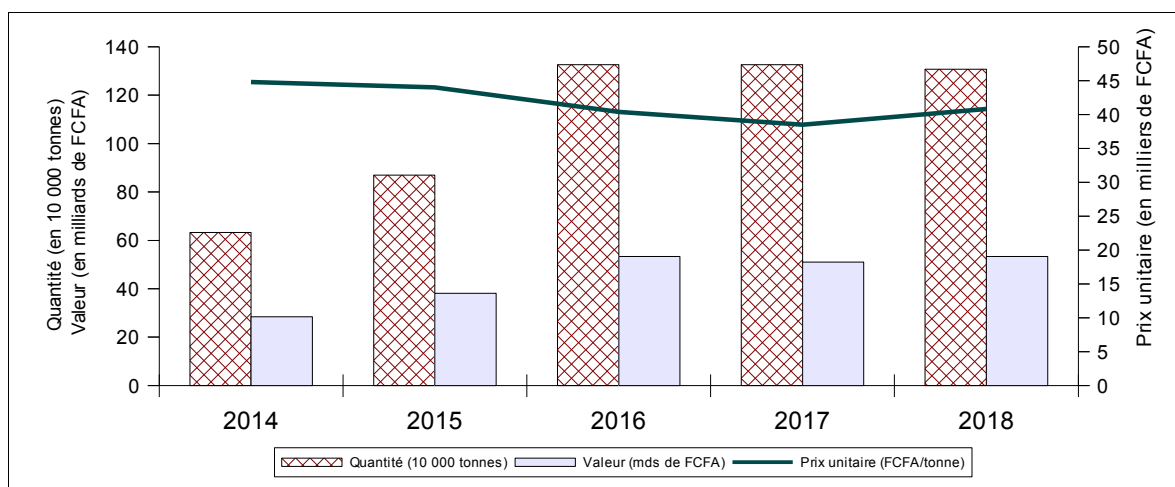
Au plan de la répartition du marché, l'Inde est le principal client du Togo en 2018, suivi de l'Australie et du Canada.

I.1.1.2.2.2- Clinker

En valeur, les exportations de clinker s'établissent à 53.311 millions en 2018, en progression de 4,3% par rapport aux 51.104 millions enregistrés en 2017. Cette évolution est principalement induite par la hausse de 5,8% du prix de vente du produit.

En effet, le prix moyen de vente est ressorti à 40.779 FCFA la tonne, contre 38.529 FCFA la tonne une année plus tôt.

Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en quantité et valeur



Sources : INSEED et BCEAO

Tableau 15- Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté

CLINKER	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Quantité (tonnes)	633 498	869 178	1 323 642	1 326 399	1 307 301	-1,4%
Valeur (millions de FCFA)	28 371	38 237	53 250	51 104	53 311	4,3%
Prix moyen (FCFA/tonne)	44 785	43 993	40 230	38 529	40 779	5,8%

Sources : INSEED et BCEAO

En 2018, le Bénin, le Burkina et le Ghana ont été les principaux pays importateurs du clinker togolais.

1.1.1.2.3- Minerais de fer

Aucune exportation de minerais de fer n'a été réalisée en 2018.

Tableau 16- Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exportés

FER	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Quantité (tonnes)	88 575	70 000	0	0	0	-
Valeur (millions de FCFA)	2 928	1 295	-	-	-	-
Prix moyen (FCFA/tonne)	33 053	18 500	-	-	-	-

Sources : INSEED et Entreprise

1.1.1.2.3- Produits pétroliers

Les réexportations de produits pétroliers se chiffrent à 46.205 millions en 2018, contre 41.897 millions en 2017, soit une hausse de 10,3%.

Les réexportations de produits pétroliers ont été effectuées à destination de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Nigeria), de l'Union Européenne (France, Suisse). Pour certaines de ces transactions, il s'agit d'avitaillement d'aéronefs et de navires.

Tableau 17- Evolution des réexportations de produits pétroliers

Produits pétroliers	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Valeur (millions de FCFA)	35 299	21 737	25 210	41 897	46 205	10,3%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.2.4- Produits industriels

Les produits industriels exportés par le Togo se composent essentiellement de ciment, de produits sidérurgiques, de produits alimentaires, de textiles, de produits chimiques et de matériels de transport.

Tableau 18- Evolution des exportations de produits industriels (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Ciment	19 105	7 860	6 373	4 000	4 497	12,4%
Produits sidérurgiques	19 191	16 162	13 607	12 413	17 078	37,6%
Produits alimentaires	24 862	43 131	57 969	42 659	36 090	-15,4%
Textiles et articles d'habillement	27 316	27 426	21 393	22 901	22 637	-1,2%
Produits chimiques	22 113	41 087	46 917	38 435	43 149	12,3%
Machines et matériels de transport	14 097	35 003	61 108	50 873	52 061	2,3%
Autres produits manufacturés	19 483	37 266	62 968	57 909	58 051	0,2%
Produits industriels	146 166	207 935	270 335	229 191	233 563	1,9%

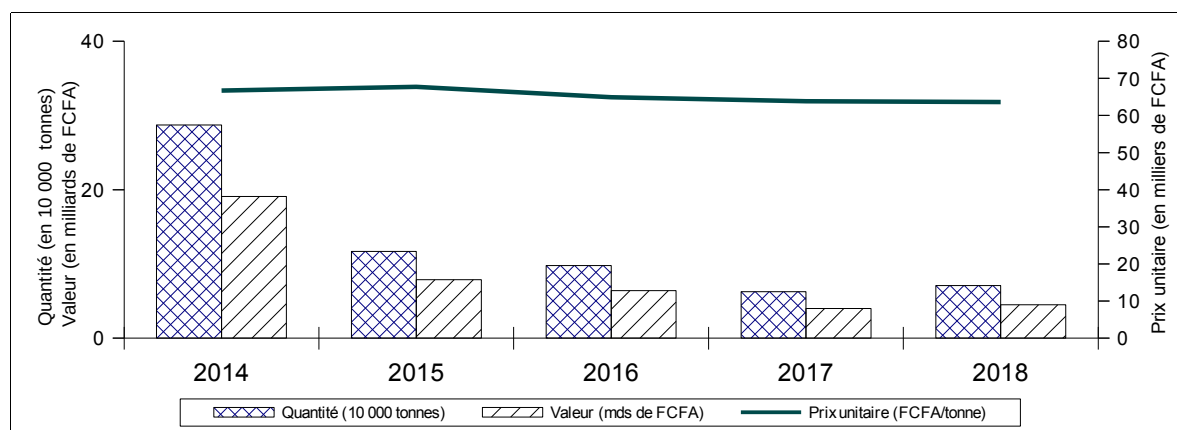
Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

En 2018, la valeur des exportations de produits industriels s'est établie à 233.563 millions, en augmentation de 1,9% par rapport aux 229.191 millions de 2017, en raison principalement des hausses enregistrées au niveau de tous les groupes de produits, à l'exception des groupes « Produits alimentaires » et « Textiles et articles d'habillement ».

I.1.1.2.4.1- Ciment

Les recettes d'exportation de ciment ont progressé de 12,4% en 2018 en s'établissant à 4.497 millions, contre 4.000 millions une année plus tôt, suite à la hausse de 12,8% des quantités exportées, dans un contexte d'un repli de 0,4% du prix moyen de cession.

Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en quantité et en valeur



Sources : BCEAO et Entreprises

Le principal pays acheteur du ciment togolais en 2018 est le Niger.

Tableau 19- Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté

CIMENT	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Quantité (tonnes)	286 647	116 611	98 269	62 685	70 708	12,8%
Valeur (millions de FCFA)	19 105	7 860	6 373	4 000	4 497	12,4%
Prix moyen (FCFA/tonne)	66 650	67 401	64 853	63 818	63 593	-0,4%

Sources : BCEAO et Entreprises

I.1.1.2.4.2- Produits sidérurgiques

Les produits sidérurgiques rassemblent les métaux et ouvrages en métaux, principalement, les matériaux de construction comme les fers à béton et les tuyaux galvanisés en fer, en acier, en fonte ou en cuivre.

En 2018, les exportations de produits sidérurgiques ont augmenté de 37,6% en s'établissant à 17.078 millions, contre 12.413 millions en 2017, en liaison avec la hausse des exportations des déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles) vers l'Inde, ainsi que des produits laminés plats, en fer ou acier non allié, notamment vers le Burkina.

Ces produits ont été écoulés principalement vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Niger) et l'Inde.

I.1.1.2.4.3- Produits alimentaires

Les produits des industries alimentaires couvrent notamment les farines de froment, les huiles raffinées, les boissons, les sucres et sucreries ainsi que les préparations à base de viande.

Les exportations de produits des industries alimentaires ont enregistré une baisse de 15,4% en s'établissant à 36.090 millions en 2018, contre 42.659 millions en 2017.

Ces produits ont été exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger), ainsi que la Belgique, le Ghana et la Guinée.

1.1.1.2.4.4- Textiles et articles d'habillement

En 2018, les exportations de ces produits se sont chiffrées à 22.637 millions, en baisse de 1,2% par rapport aux 22.901 millions enregistrés une année plus tôt.

Ces produits ont été essentiellement exportés vers les pays de l'UEMOA, en particulier la Côte d'Ivoire et le Niger.

1.1.1.2.4.5- Produits chimiques

Les produits chimiques rassemblent notamment les engrais, les savons, les peintures et les produits de beauté.

Les exportations de ces produits ont progressé de 12,3%, en passant de 38.435 millions en 2017 à 43.149 millions une année plus tard, en relation avec l'accroissement de la demande en provenance du Bénin (+7.531 millions). En 2018, les autres clients du Togo sont essentiellement les pays de la CEDEAO (Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria et Sénégal).

1.1.1.2.4.6- Machines et matériels de transport

Les machines et matériels de transport concernent notamment les véhicules et les pièces détachées qui font l'objet de réexportation.

Ces transactions ont enregistré en 2018 une hausse de 2,3% en se chiffrant à 52.061 millions, contre 50.873 millions en 2017. Cette évolution est essentiellement induite par la progression des réexportations de machine et matériels de transport, en particulier des parties des appareils (notamment avion) (+6.974 millions).

Les machines et matériels de transport ont été principalement exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali et Niger), ainsi que la France et le Ghana.

1.1.1.2.4.7- Autres produits manufacturés

Les autres produits manufacturés exportés par le Togo concernent particulièrement les sacs, les sachets et autres articles plastiques, ainsi que les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et ouvrages en cheveux.

Les exportations de ces produits ont progressé de 0,2% en s'établissant à 58.051 millions en 2018, contre 57.909 millions en 2017.

Ces produits ont été essentiellement écoulés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger et Nigeria) et les États-Unis.

1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international²

En 2018, aucune transaction dans le cadre du négoce international n'a été effectuée.

1.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire

Les exportations d'or non monétaire concernent l'or non détenu comme avoir de réserve et traité comme toute autre marchandise.

² Le négoce international de biens s'applique lorsque la possession physique d'un bien n'est pas nécessaire pour que la transaction ait lieu.

Les transactions sur ce produit enregistrées au cordon douanier ont diminué de 49,5%, en passant de 20.104 millions en 2017 à 10.161 millions une année plus tard. Le volume exporté a également baissé de 49,5% avec 10,1 tonnes exportées, contre 20,0 tonnes en 2017.

Ces transactions sont essentiellement des réexportations de produit en provenance du Ghana, du Mali et du Burkina, le Togo n'étant pas producteur d'or.

Ce produit a été essentiellement écoulé vers les Emirats Arabes Unis et le Liban.

Tableau 20- Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté

OR NON MONETAIRE	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Volume (tonnes)	20,6	15,6	14,5	20,0	10,1	-49,5%
Valeur (millions de FCFA)	20 712	15 694	14 603	20 104	10 161	-49,5%
Prix moyen (millions de FCFA/tonne)	1 007	1 008	1 009	1 007	1 008	0,1%

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

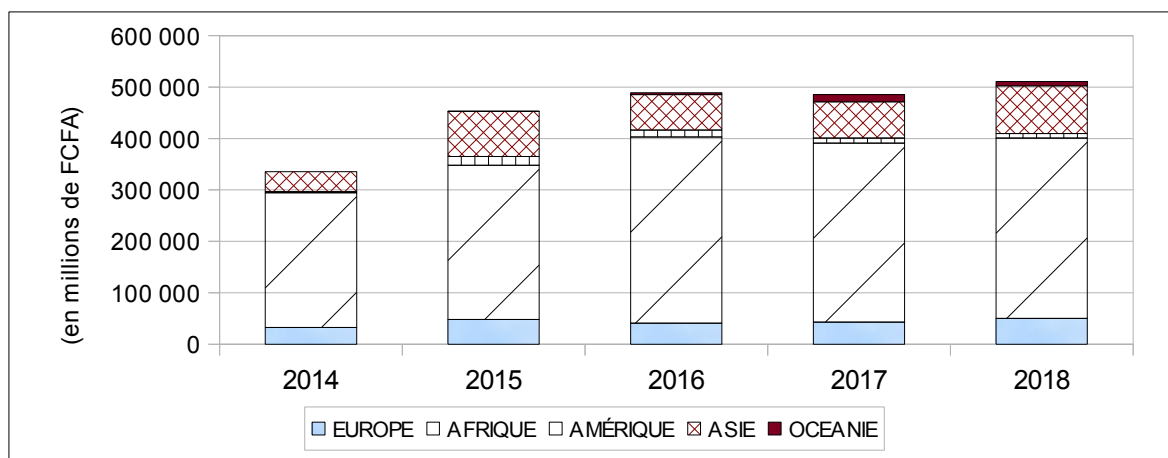
Sur la base des données enregistrées au cordon douanier, la répartition géographique en 2018, indique l'Afrique (68,6%) comme étant la principale destination des exportations du Togo, suivie de l'Asie (18,2%), de l'Europe (9,8%), de l'Amérique (1,8%) et de l'Océanie (1,6%).

Tableau 21- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)

	2014	Part / total	2015	Part / total	2016	Part / total	2017	Part / total	2018	Part / total	Var. 18/17
EUROPE	32 538	9,7%	48 037	10,6%	40 668	8,3%	42 853	8,8%	50 132	9,8%	17,0%
AFRIQUE	262 027	78,1%	300 029	66,2%	362 042	74,0%	348 083	71,7%	350 549	68,6%	0,7%
AMÉRIQUE	1 783	0,5%	16 692	3,7%	13 679	2,8%	9 712	2,0%	9 307	1,8%	-4,2%
ASIE	39 048	11,6%	87 821	19,4%	68 948	14,1%	70 941	14,6%	92 720	18,2%	30,7%
OCEANIE	0	0,0%	642	0,1%	3 665	0,7%	13 812	2,8%	8 086	1,6%	-41,5%
TOTAL	335 396	100,0%	453 222	100,0%	489 002	100,0%	485 401	100,0%	510 794	100,0%	5,2%

Sources : BCEAO et INSEED

Graphique 10- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)



Sources : BCEAO et INSEED

En 2018, les exportations à destination de l'Afrique ont augmenté de 0,7%, en passant de 348.083 millions en 2017 à 350.549 millions une année plus tard, du fait de l'accroissement des ventes extérieures des produits ci-après :

- ciments hydrauliques pour 57.744 millions (contre 55.153 millions en 2017), convoyés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana et Niger) ;
- plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames en matières plastiques pour 41.232 millions en 2018, contre 35.511 millions en 2017, expédiées vers le Bénin, le Burkina, le Mali et le Niger ;
- produits de beauté ou de maquillage pour 34.348 millions (contre 30.448 millions en 2017), vers le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria et le Sénégal ;
- tissus de coton pour 16.134 millions (contre 15.032 millions en 2017), vers la Côte d'Ivoire ;
- perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles pour 10.754 millions (contre 9.940 millions), vers le Burkina et le Ghana ;
- vins de raisins frais pour 8.146 millions (contre 6.778 millions en 2017), vers le Burkina et la Côte d'Ivoire.

En Afrique, les principaux pays partenaires du Togo en 2018 sont ceux de la CEDEAO avec 96,5% des exportations. Ce sont particulièrement :

- le Burkina (24,4%), avec les ciments hydrauliques, les articles de transport ou d'emballage, le lait et la crème de lait, les produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, les vins de raisins frais, la vaisselle et autres articles de ménage, les perruques et articles analogues en cheveux, les tresses et articles similaires en matières à tresser, les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les engrais minéraux ou chimiques, les boteurs (bulldozers) et boteurs biais (angledozers), les sacs et sachets d'emballage, les farines de froment (blé) ou de méteil, les produits de beauté ou de maquillage, les eaux minérales et gazéifiées, ainsi que des glaces de consommation ;
- le Bénin (17,0%), avec les produits de beauté, les articles de transport ou d'emballage, les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers »), les véhicules automobiles pour le transport de marchandises, les bières de malt, l'huile de palme et ses fractions, les sacs et sachets d'emballage, les produits laminés plats, les eaux (minérales et gazéifiées) et boissons non alcoolisées, les tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les perruques, matières à tresser et tresses, ainsi que les glaces de consommation ;
- le Niger (12,7%), avec l'huile de palme et ses fractions, les articles de transport ou d'emballage, les motocycles (y compris les cyclomoteurs), les ciments hydrauliques, les tresses et articles similaires en matières à tresser, les articles de friperie, les sucreries sans cacao, les farines de froment (blé) ou de méteil, le lait et la crème de lait, les barres, tubes et tuyaux et leurs accessoires en matières plastiques, ainsi que les pâtes alimentaires ;
- la Côte d'Ivoire (12,3%), avec les tissus de coton, les parties des appareils, les motocycles, les vins de raisins frais, le lait et la crème de lait, les produits de beauté ou de maquillage, les autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières, les sucreries sans cacao, ainsi que les machines et appareils à trier, cribler, séparer, laver, concasser, broyer, mélanger ou malaxer les terres ;

- le Ghana (11,0%), avec les ciments hydrauliques, les perruques ou ouvrages en cheveux, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les produits de beauté ou de maquillage, l'huile de palme et ses fractions, les marbres, les eaux (minérales et gazéifiées), ainsi que les motocycles ;
- le Mali (8,7%), avec les motocycles (y compris les cyclomoteurs), les articles de transport ou d'emballage, la vaisselle, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les tresses et articles similaires en matières à tresser, les bières de malt, les sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, les eaux minérales et gazéifiées, ainsi que les autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières ;
- le Nigeria (7,6%), avec le bitume de pétrole et les produits de beauté.

Tableau 22- Proportion des exportations en Afrique

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
UEMOA	56,8%	68,1%	75,2%	74,7%	76,8%
Bénin	15,9%	19,7%	20,6%	18,0%	17,0%
Burkina	14,7%	21,4%	21,2%	22,5%	24,4%
Côte d'Ivoire	5,2%	5,3%	10,3%	11,1%	12,3%
Guinée-Bissau	0,0%	0,4%	0,1%	0,0%	0,0%
Mali	5,9%	7,2%	9,1%	7,9%	8,7%
Niger	14,3%	13,0%	12,4%	12,8%	12,7%
Sénégal	0,8%	1,1%	1,5%	2,3%	1,5%
CEDEAO (hors UEMOA)	31,4%	20,0%	19,3%	20,8%	19,8%
Ghana	13,7%	10,8%	11,5%	9,6%	11,0%
Guinée	0,2%	0,4%	1,0%	1,0%	0,7%
Nigeria	17,1%	8,4%	6,5%	9,8%	7,6%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,5%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%
CEMAC	10,5%	8,1%	3,6%	1,5%	2,0%
Cameroun	1,9%	1,2%	0,4%	0,4%	0,3%
Congo (Brazzaville)	0,6%	0,7%	1,4%	0,1%	0,4%
Gabon	7,4%	5,8%	1,5%	0,5%	0,7%
Guinée Equatoriale	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
République Centrafricaine	0,3%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Tchad	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	1,2%	3,9%	1,9%	3,0%	1,4%
Afrique du Sud	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%
Angola	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Maroc	0,2%	2,7%	0,9%	0,4%	0,3%
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	0,6%	0,2%	0,5%	0,6%	0,2%
Tunisie	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%
Autres	0,1%	0,7%	0,3%	1,9%	0,8%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et INSEED

En ce qui concerne l'Asie, deuxième destination continentale des produits du Togo, les exportations ont augmenté de 30,7%, en passant de 70.941 millions en 2017 à 92.720 millions une année plus tard, en relation principalement avec l'accroissement des ventes des produits ci-après :

- 4.258 millions des noix de coco et de cajou (fraîches ou sèches) (passant de 2.247 millions en 2017 à 6.505 millions en 2018) ;

-
- 4.111 millions de coton (passant de 39.125 millions en 2017 à 43.236 millions en 2018) ;
 - 1.621 millions des graisses et huiles végétales (passant d'un niveau nul en 2017 à 1.621 millions en 2018).

Les principaux produits exportés par le Togo vers l'Asie en 2018 sont :

- le coton, vers le Bangladesh, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, le Singapour et le Viêt-Nam ;
- les phosphates, vers l'Inde et la Corée du Nord ;
- les noix de coco et de cajou, vers l'Inde et le Viêt-Nam ;
- les déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles), vers l'Inde ;
- les graines et fruits oléagineux, vers la Chine et Taïwan ;
- les graisses et huiles végétales, vers la Malaisie.

Les exportations vers l'Europe ont progressé de 17,0%, en passant de 42.853 millions en 2017 à 50.132 millions en 2018, du fait principalement de la hausse de 4.164 millions des ventes extérieures des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (25.599 millions en 2018, contre 21.435 millions en 2017), à destination principalement de la France. Les exportations du Togo vers l'Europe ont concerné, pour l'essentiel :

- les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, vers la France et la Suisse ;
- le coton, vers l'Allemagne et le Portugal ;
- les fèves de soja, vers la France.

A destination de l'Amérique, les exportations se sont établies à 9.307 millions en 2018, contre 9.712 millions en 2017, soit un repli de 4,2%. Ces ventes extérieures ont principalement porté sur les phosphates, ainsi que les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles, vers les Etats-Unis.

Les exportations à destination de l'Océanie se sont établies à 8.086 millions, après un niveau de 13.812 millions enregistré en 2017. Elles ont essentiellement concerné les expéditions de phosphates, en direction de l'Australie, qui ont, toutefois, fléchi de 5.714 millions d'une année à l'autre.

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En 2018, les importations de biens, optique balance des paiements, se sont chiffrées à 1.035.068 millions, en progression de 7,2% par rapport aux 965.268 millions affichés en 2017.

Les importations de biens représentent 34,8% du PIB nominal en 2018, contre 34,5% un an plus tôt.

Tableau 23- Evolution des importations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Marchandises générales	1 076 232	1 195 131	1 173 481	948 159	1 026 420	8,3%
Or non monétaire	17 627	13 356	12 428	17 110	8 647	-49,5%
IMPORTATIONS DE BIENS	1 093 860	1 208 487	1 185 909	965 268	1 035 068	7,2%
PIB Nominal (PIB)	2 259 047	2 471 777	2 659 009	2 798 736	2 975 163	6,3%
Importations de biens / PIB	48,4%	48,9%	44,6%	34,5%	34,8%	0,3 ^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2- Composition des importations de biens

L'évolution des marchandises importées³ en commerce général se présente comme suit.

Tableau 24- Evolution des marchandises générales importées (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
1- Importations commerce général (CAF) (1.a + 1.b + 1.c)	978 654	1 110 822	1 106 345	945 954	990 505	4,7%
1.a- Importations commerce spécial (CAF)	859 139	1 026 033	1 086 999	938 177	973 358	3,7%
1.b- Mouvements d'entrepôt	119 515	84 789	19 346	7 777	17 147	120,5%
1.c- Ajustement de couverture de champ	0	0	0	0	0	-
2- Ajustement (commerce non contrôlé+CEB)	254 163	252 043	234 194	145 044	185 482	27,9%
2.a- Commerce non contrôlé	159 987	158 946	149 799	75 883	108 298	42,7%
1.b- CEB	94 176	93 097	84 395	69 161	77 184	11,6%
3- Importations ajustées (CAF) (1+2)	1 232 817	1 362 865	1 340 539	1 090 998	1 175 987	7,8%
4- Reclassification du fret et assurance (1*15,1% à partir de 2015, contre 1*16% initialement)	-156 585	-167 734	-167 058	-142 839	-149 566	4,7%
Marchandises générales importées (FOB) (3+4)	1 076 232	1 195 131	1 173 481	948 159	1 026 420	8,3%
PIB Nominal (PIB)	2 259 047	2 471 777	2 659 009	2 798 736	2 975 163	6,3%
Importations ajustées CAF /PIB (%)	54,6%	55,1%	50,4%	39,0%	39,5%	-11,4 ^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

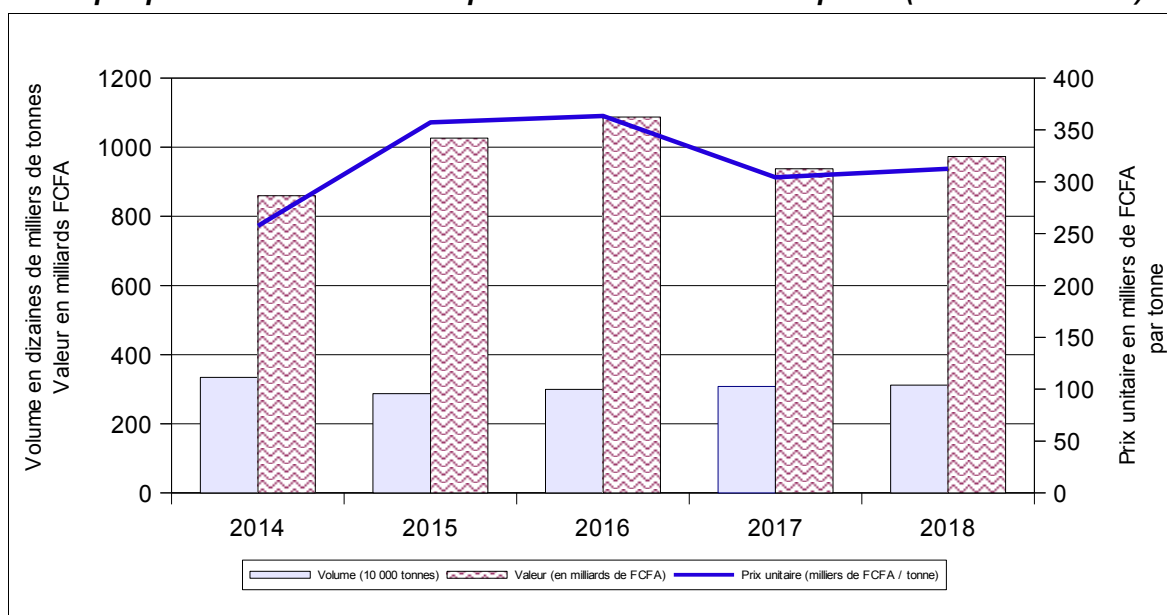
Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1- Importations de biens en commerce spécial

En 2018, les achats extérieurs de biens classés en commerce spécial se sont chiffrés à 973.358 millions, contre 938.177 millions en 2017, soit une hausse de 3,7%.

³Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises générales est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

Graphique 11- Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur)



Sources : BCEAO et INSEED

Tableau 25- Evolution des importations de biens en commerce spécial (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Volume (milliers de tonnes)	3 338	2 871	2 992	3 083	3 116	1,1%
Valeur (millions de FCFA)	859 139	1 026 033	1 086 999	938 177	973 358	3,7%
Prix moyen (FCFA/tonne)	257 384	357 380	363 362	304 306	312 400	2,7%

Sources : BCEAO et INSEED

La hausse de la valeur des importations en 2018 est attribuable aux groupes de produits « *Energies et lubrifiants* », « *Matières premières et produits semi-finis* » et « *Biens d'équipement* », dont les factures CAF ont respectivement augmenté de 14,5%, 5,4% et 3,5%. Les importations de « *Biens de consommation* » ont plutôt diminué de 1,9% entre 2017 et 2018.

Tableau 26- Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Biens de consommation	258 169	315 041	349 043	342 444	335 975	-1,9%
Énergies et lubrifiants	160 178	145 522	142 260	145 716	166 873	14,5%
Matières premières et produits semi-finis	213 856	287 701	272 361	247 555	260 891	5,4%
Biens d'équipement	226 937	277 769	323 336	202 462	209 619	3,5%
Importations en commerce spécial (CAF)	859 139	1 026 033	1 086 999	938 177	973 358	3,7%

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.2.2.1- Biens de consommation

Les biens de consommation importés ont baissé en valeur de 1,9% en s'établissant à 335.975 millions en 2018, contre 342.444 millions une année plus tôt. Cette évolution est principalement imputable au repli de 8,2% des importations du sous-groupe « *Autres produits finis pour la consommation* ».

La part des biens de consommation dans les importations totales a diminué de 2,0 points de pourcentage, passant de 36,5% en 2017 à 34,5% en 2018.

Tableau 27- Evolution des importations des biens de consommation (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Alimentation-Boissons-Tabacs	113 037	130 067	130 491	139 180	149 418	7,4%
Autres produits finis pour la consommation	145 132	184 974	218 552	203 265	186 557	-8,2%
Total des biens de consommation (1)	258 169	315 041	349 043	342 444	335 975	-1,9%
Total importations en commerce spécial (2)	859 139	1 026 033	1 086 999	938 177	973 358	3,7%
Part des biens de consommation dans les importations	30,0%	30,7%	32,1%	36,5%	34,5%	-2,0 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.1- Alimentation-Boissons-Tabacs

Avec 149.418 millions en 2018, contre 139.180 millions en 2017, la valeur des importations des produits du sous-groupe « *Alimentation-Boissons-Tabacs* » a enregistré une hausse de 7,4%, du fait de la progression des importations des produits alimentaires (+7,2%), de boissons (+4,8%) et de tabacs (+15,7%).

L'accroissement de la demande intérieure en produits alimentaires est localisé au niveau du riz (+26,4%), des poissons (+32,3%) et des huiles (+6,6%). Toutefois, les importations du sucre ont fléchi de 17,7%, d'une année à l'autre.

Quant aux importations de boissons et de tabacs, elles ont enregistré des accroissements respectifs de 4,8% et 15,7% sur la période.

Tableau 28- Evolution des importations du groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17	Contrib. 18/17
Produits alimentaires	100 868	117 436	117 793	123 684	132 643	7,2%	6,4%
<i>Riz</i>	9 623	10 405	11 047	13 088	16 540	26,4%	2,5%
<i>Poissons</i>	13 914	7 573	20 293	17 419	23 038	32,3%	4,0%
<i>Viandes</i>	5 913	8 386	7 947	6 878	7 639	11,1%	0,5%
<i>Lait</i>	13 954	15 010	12 273	11 425	11 042	-3,3%	-0,3%
<i>Sucre</i>	11 113	13 311	10 546	16 587	13 657	-17,7%	-2,1%
<i>Huiles</i>	27 156	27 120	24 145	26 822	28 586	6,6%	1,3%
<i>Autres produits alimentaires</i>	19 196	35 632	31 543	31 465	32 140	2,1%	0,5%
Boissons	6 075	7 573	7 644	10 544	11 048	4,8%	0,4%
Tabacs	6 093	5 057	5 053	4 952	5 727	15,7%	0,6%
TOTAL	113 037	130 067	130 491	139 180	149 418	7,4%	7,4%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.1.2- Autres produits finis pour la consommation

La valeur des importations des autres produits finis pour la consommation s'établit en 2018 à 186.557 millions, en diminution de 8,2% par rapport aux 203.265 millions de 2017. Cette baisse est imputable au repli des importations des groupes de produits : « *Produits pharmaceutiques* » (-18,5%) et *Autres produits manufacturés* » (-5,5%). Les importations « *Produits chimiques* » se sont inscrites en hausse de 2,7%, d'une année à l'autre.

Tableau 29- Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation" (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Produits pharmaceutiques	44 097	59 171	60 276	65 005	52 990	-18,5%
Produits chimiques	30 606	35 948	37 332	36 029	37 005	2,7%
Autres produits manufacturés	70 429	89 856	120 944	102 230	96 562	-5,5%
TOTAL	145 132	184 974	218 552	203 265	186 557	-8,2%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.2- Energie et lubrifiants

La valeur des importations des produits du groupe « *Energie et lubrifiants* » s'est chiffrée à 166.873 millions en 2018, en hausse de 14,5% par rapport aux 145.716 millions de 2017.

Tableau 30- Evolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17	Contrib. 18/17
Pétrole brut	0	0	0	0	0	-	-
Pétrole lampant	5 978	4 830	2 623	2 727	2 860	4,9%	0,1%
Essence	44 789	36 909	42 836	40 375	56 321	39,5%	10,9%
Gas-oil et fuel-oil	68 614	60 132	63 366	62 735	62 011	-1,2%	-0,5%
Huiles de graissage	10 707	9 337	11 928	10 737	13 168	22,6%	1,7%
Butane et autres gaz	6 175	6 068	6 346	6 452	9 655	49,6%	2,2%
Bitumes et produits bitumeux	19 671	26 296	13 223	20 433	22 686	11,0%	1,5%
Autres	4 244	1 949	1 938	2 257	173	-92,4%	-1,4%
Total valeurs (1)	160 178	145 522	142 260	145 716	166 873	14,5%	14,5%
Volume (tonne)	552 355	687 564	712 920	733 536	758 218	3,4%	-
Prix moyen (FCFA/tonne)	289 990	211 648	199 546	198 649	220 086	10,8%	-
Total importations en commerce spécial (2)	859 139	1 026 033	1 086 999	938 177	973 358	3,7%	-
Part dans les importations (1) / (2)	18,6%	14,2%	13,1%	15,5%	17,1%	1,6 ^(*)	-

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

La hausse des importations des produits énergétiques et lubrifiants est essentiellement attribuable à l'augmentation des achats d'essence (+39,5%), suite à la hausse de la demande intérieure et de l'orientation à la hausse du prix d'achat. En effet, la quantité importée d'essence est passée de 127.450 tonnes en 2017 à 155.821 tonnes en 2018, soit un accroissement de 22,3%.

La part des produits pétroliers dans les importations totales s'est établie à 17,1% en 2018, contre 15,5% l'année précédente, soit une hausse de 1,6 point de pourcentage.

I.1.2.2.1.3- Matières premières et produits semi-finis

Les matières premières et produits semi-finis importés se sont chiffrés à 260.891 millions en 2018, contre 247.555 millions en 2017, soit une hausse de 5,4%. Cet accroissement est porté aussi bien par les matières premières (+6,9%) que par les produits semi-finis (+5,0%).

L'accroissement noté dans les importations de produits semi-finis est consécutif à l'augmentation de la demande intérieure de produits sidérurgiques pour la voirie, notamment des ouvrages semi-finis en fer et en acier, des barres de fer et d'acier, des tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, des accessoires de tuyauterie en fonte, en fer et en acier, etc.

Tableau 31- Evolution des importations des matières premières (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Matières premières	59 270	45 123	36 034	47 757	51 032	6,9%
<i>Dont blé</i>	16 565	17 072	21 790	21 028	22 135	5,3%
Produits semis-finis	154 587	242 579	236 327	199 798	209 859	5,0%
<i>Dont produits sidérurgiques</i>	124 146	177 303	163 486	158 648	160 370	1,1%
<i>autres matériaux de construction</i>	11 368	22 437	13 974	9 151	8 011	-12,5%
TOTAL	213 856	287 701	272 361	247 555	260 891	5,4%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.4- Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement se sont établies en 2018 à 209.619 millions, contre 202.462 millions en 2017, soit un accroissement de 3,5%.

La baisse des importations des biens d'équipement est imputable au recul des achats des bigues, des grues et blondins, des ponts roulants, des portiques de déchargement ou de manutention, de motocycles, de véhicules à usage touristique, ainsi que de bulldozers, d'angledozers, de scrapers, d'excavateurs, de compacteuses, de groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques.

La proportion des importations de biens d'équipement dans les importations totales est en baisse de 0,1 point de pourcentage, passant de 21,6% en 2017 à 21,5% en 2018.

Tableau 32- Evolution des importations des biens d'équipement (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Produits finis pour l'agriculture	2 065	6 868	3 474	2 138	2 005	-6,2%
Produits finis pour l'industrie	224 871	270 901	319 862	200 324	207 614	3,6%
Biens d'équipement (1)	226 937	277 769	323 336	202 462	209 619	3,5%
Total importations en commerce spécial (2)	859 139	1 026 033	1 086 999	938 177	973 358	3,7%
Part des biens d'équipement dans les importations	26,4%	27,1%	29,7%	21,6%	21,5%	-0,1 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.2- Mouvements d'entrepôts⁴

Un ensemble de dispositions légales, qui dérogent en tout ou partie au droit douanier, ont été prévues pour permettre aux opérateurs économiques d'introduire, sous certaines conditions, des marchandises sur le territoire national sans paiement des droits et taxes à l'importation.

⁴ Le terme « mouvements d'entrepôts » désigne ici les entrées en entrepôt et les sorties d'entrepôt du territoire douanier. Les mouvements d'entrepôts sont enregistrés en balance des paiements en raison du fait que les données du commerce extérieur prises en compte sont celles du commerce général car le champ couvert par les statistiques de balance des paiements est celui du territoire économique du pays.

Ces marchandises sont généralement stockées dans des entrepôts, sous la surveillance de l'Administration douanière, en attendant leur destination finale qui peut être, selon le cas, le territoire douanier (mise en consommation) ou d'autres pays (réexportation).

Ces mouvements d'entrepôts se sont chiffrés en 2018 à 17.147 millions, en hausse de 120,5% par rapport aux 7.777 millions de 2017.

I.1.2.2.3- Ajustements de couverture de champ

Les ajustements opérés sur les importations CAF en commerce général en 2018 (tableau 24) ont porté sur 185.482 millions et ont concerné les importations d'énergie électrique de la Communauté Électrique du Bénin (77.184 millions) et le commerce non contrôlé (108.298 millions), tels que détaillés dans l'encadré 1, relatif aux ajustements des exportations et importations de biens (passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements).

I.1.2.2.4- Importations d'or non monétaire

En 2018, aucune transaction sur ce produit n'a été recensée au cordon douanier, tout comme en 2017.

Cependant, les réexportations de cette matière ont été estimées à 10.161 millions en 2018, portant ainsi les importations totales d'or non monétaire à 8.647 millions. En effet, l'estimation de la valeur des importations d'or non monétaire a été faite sur la base des données déclarées par les Services douaniers au titre des réexportations de ce produit. Un taux moyen de 82,5% a été appliqué aux réexportations d'or non monétaire sur la base des informations obtenues sur le taux de marge moyen appliqué par les réexportateurs qui se chiffre à 17,5%.

I.1.2.3- Orientation géographique des importations

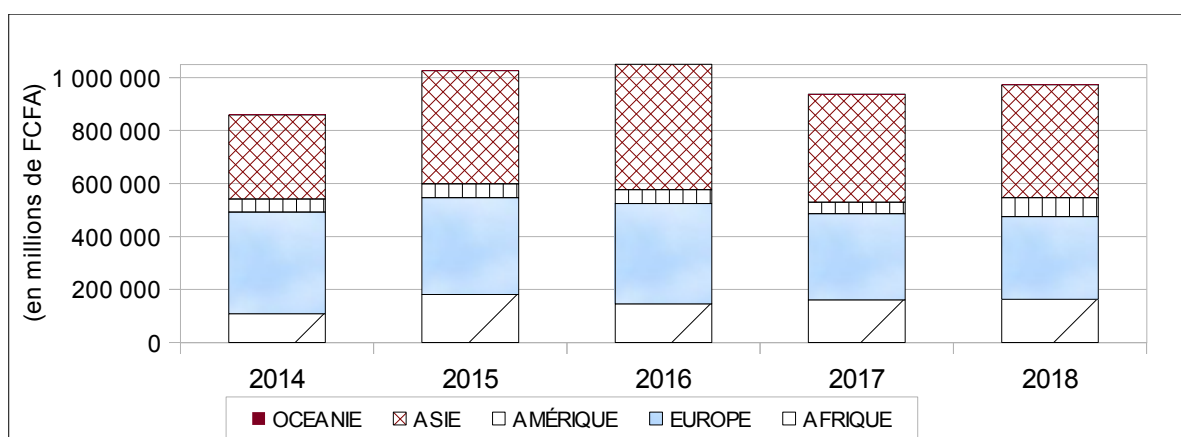
En 2018, les principaux continents fournisseurs de biens au Togo ont été l'Asie (43,8%) et l'Europe (32,1%). L'Afrique et l'Amérique ne représentent, dans cette répartition, que 16,8% et 7,3% respectivement. La part des importations du Togo en provenance de l'Océanie dans le total des importations du Togo est presque nulle.

Tableau 33- Répartition des importations par zone géographique (en millions)

	2014	Part / total	2015	Part / total	2016	Part / total	2017	Part / total	2018	Part / total	Var. 18/17
EUROPE	382 904	44,6%	365 549	35,6%	378 616	34,8%	324 889	34,6%	312 400	32,1%	-3,8%
AFRIQUE	109 149	12,7%	181 360	17,7%	146 495	13,5%	161 460	17,2%	163 228	16,8%	1,1%
AMÉRIQUE	49 261	5,7%	52 410	5,1%	51 496	4,7%	43 448	4,6%	71 398	7,3%	64,3%
ASIE	317 188	36,9%	426 627	41,6%	510 012	46,9%	407 906	43,5%	425 902	43,8%	4,4%
OCEANIE	637	0,1%	88	0,0%	380	0,0%	474	0,1%	429	0,0%	-9,4%
TOTAL	859 139	100,0%	1 026 033	100,0%	1 086 999	100,0%	938 177	100,0%	973 358	100,0%	3,7%

Sources : BCEAO et INSEED

Graphique 12- Répartition des importations par zone géographique (en millions)



Sources : BCEAO et INSEED

En 2018, les importations en provenance de l'Europe ont diminué de 3,8%, en passant de 324.889 millions en 2017 à 312.400 millions une année plus tard. Elles sont essentiellement constituées :

- d'huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Lettonie, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne et de la Russie ;
- des médicaments, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la France et des Pays-Bas ;
- des articles de friperie, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Lituanie, de la Pologne et du Royaume-Uni ;
- du froment (blé) et méteil, de la France et de la Russie ;
- du lait et de la crème de lait, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique ;
- des viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, et des volailles, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, des Pays-Bas et de la Pologne ;
- des voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni ;
- du fil machine en fer ou en aciers non alliés, de l'Ukraine et de la Russie ;
- des véhicules automobiles pour le transport de marchandises, de l'Allemagne, de la Belgique et de la France ;
- des vins de raisins frais, de l'Espagne et de la France ;
- des tracteurs, de l'Allemagne, de la Belgique et de la France ;
- des postes téléphoniques d'utilisateurs, y compris les téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil, autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, de la France et de la Suède ;
- des sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide, de la Belgique et de la France ;
- des groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, de la France et de l'Italie ;

-
- du zinc sous forme brute, de la Belgique et de la Finlande.

L'Asie a également fourni au Togo, en 2018, des marchandises pour 425.902 millions, contre 407.906 millions en 2017, en accroissement de 4,4%. Elles se sont rapportées :

- aux motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, de la Chine et du Japon ;
- aux huiles de palme, de l'Inde, de l'Indonésie et de la Malaisie ;
- aux polymères de l'éthylène (sous formes primaires), de l'Arabie Saoudite, de la Chine, de la Corée du Sud, des Emirats Arabes Unis, du Koweït, du Qatar et de la Thaïlande ;
- aux voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, du Japon, de la Corée du Sud et de la Corée du Nord ;
- aux filaments synthétiques ou artificiels, du Japon ;
- aux huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, des Emirats Arabes Unis, de la Corée du Sud et de l'Inde ;
- au riz, de l'Inde, du Pakistan et de la Thaïlande ;
- aux tissus de coton, de la Chine et de l'Inde ;
- aux polymères de propylène ou d'autres oléfines (sous formes primaires), de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et de l'Inde ;
- au fil machine en fer ou en aciers non alliés, de la Chine et de la Turquie ;
- aux produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, de la Chine et de l'Inde ;
- aux médicaments, de la Chine et de l'Inde ;
- aux pâtes alimentaires, de la Turquie ;
- aux insecticides, antirongeurs, fongicides, herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes, désinfectants et produits similaires, de la Chine et de l'Inde ;
- aux postes téléphoniques (y compris les téléphones pour réseaux cellulaires), de la Chine ;
- aux carrosseries des véhicules automobiles, de la Chine ;
- aux fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux) et autres conducteurs isolés pour l'électricité (même laqués ou oxydés anodiquement), de la Chine et de la Turquie ;
- aux chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc de la Chine ;
- aux plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires de l'Arabie Saoudite, de la Chine et de l'Inde ;
- aux machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières, de la Chine et du Taïwan ;
- aux tomates préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, de la Chine ;
- aux pneumatiques neufs, en caoutchouc, de la Chine.

Les importations en provenance de l'Océanie se sont établies à 429 millions en 2018, contre 474 millions en 2017, en repli de 9,4%. Elles se sont rapportées, pour l'essentiel, aux polymères de propylène ou d'autres oléfines (sous formes primaires), aux graines, fruits et spores à ensemencher ainsi qu'aux articles de friperie.

Les importations en provenance de l'Amérique sont passées de 43.448 millions en 2017 à 71.398 millions en 2018, en hausse de 64,3%. Ces importations ont principalement concerné :

- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, des Etats-Unis ;
- les houilles et combustibles solides, des Etats-Unis ;
- le sucre, du Brésil ;
- les gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, de l'Argentine, des Etats-Unis et du Venezuela ;
- le blé, du Canada ;
- le Coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, de Barbade ;
- les polymères de l'éthylène (sous formes primaires), des Etats-Unis ;
- les postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil, autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, du Mexique.

Au titre des échanges avec l'Afrique, les importations ont augmenté de 1,1%, en passant de 161.460 millions à 163.228 millions d'une année à l'autre.

Elles ont concerné :

- le ciment, du Nigeria et du Ghana ;
- les poissons congelés, de l'Angola, de la Guinée-Bissau, du Maroc, de la Mauritanie et du Sénégal ;
- les houilles, briquettes et combustibles solides similaires de houille, de l'Afrique du Sud ;
- les farines de froment (blé), du Ghana ;
- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal ;
- les engrais minéraux ou chimiques, du Maroc ;
- les cigares et cigarettes, de la Côte d'Ivoire, du Nigeria et du Sénégal ;
- les jus de fruits ou de légumes, du Nigeria ;
- les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium, du Nigeria ;
- les savons, de la Côte d'Ivoire et du Ghana ;
- les fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité, du Maroc et du Sénégal ;
- les véhicules automobiles pour le transport de marchandises de l'Afrique du Sud ;
- les tableaux, panneaux, consoles, pupitres et armoires, de l'Egypte ;
- les boîtes, sacs, pochettes et autres emballages en papier ou carton, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Maroc ;
- l'alcool éthylique, du Ghana ;

- le gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, de l'Algérie ;
- les carreaux et dalles de pavement ou de revêtement, du Ghana.

En 2018, les principaux partenaires du Togo en Afrique sont :

- le Nigeria (23,1%), avec le ciment, les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium (y compris les étuis tubulaires rigides ou souples), les jus de fruits ou de légumes, les cigares et cigarettes, les barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, ainsi que les chaussures ;
- le Ghana (17,9%), avec les farines de froment (blé), les barres en fer ou aciers non alliés, les carreaux et dalles de pavement ou de revêtement, l'alcool éthylique, les boîtes, sacs, pochettes, les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords) en matières plastiques, les tomates préparées ou conservées, les tissus de coton, ainsi que les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux ;
- la Côte d'Ivoire (10,7%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les savons, les cigares et cigarettes, les préparations pour soupes, potages ou bouillons, les tissus de coton, les sacs et sachets d'emballages, ainsi que les barres en fer ou en acier ;
- l'Afrique du Sud (10,0%), avec les houilles, briquettes et combustibles solides similaires de houille, les véhicules automobiles pour le transport de marchandises, les voitures de tourisme et autres véhicules de transport de personnes, les produits laminés en fer ou en aciers non alliés, ainsi que les polymères de propylène ;
- le Maroc (8,3%), avec les engrais minéraux ou chimiques, les poissons congelés, les préparations et conserves de poissons, les boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier et carton, les pâtes alimentaires, les fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux) et autres conducteurs isolés pour l'électricité, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ;
- la Mauritanie (6,4%), avec les poissons congelés ;
- l'Egypte (6,0%), avec les compteurs de gaz, de liquides ou d'électricité, les tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports, les mélanges de substances odoriférantes et mélanges (y compris les solutions alcooliques) à base d'une ou de plusieurs de ces substances, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ;
- le Sénégal (5,0%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les fils et câbles pour l'électricité, les poissons congelés, les poissons séchés et salés, les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, les bouchons et couvercles, ainsi que les cigares et cigarettes.

Tableau 34- Proportion des importations en provenance d'Afrique

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
UEMOA	36,6%	26,4%	39,6%	27,1%	24,7%
Bénin	6,2%	2,7%	5,7%	3,5%	2,4%
Burkina	0,5%	1,7%	1,8%	2,7%	2,2%
Côte d'Ivoire	18,4%	13,1%	21,7%	13,0%	10,7%
Guinée-Bissau	6,2%	4,5%	4,3%	2,8%	4,3%
Mali	0,0%	0,3%	0,1%	0,2%	0,1%
Niger	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sénégal	5,1%	4,1%	6,0%	5,0%	5,0%
CEDEAO (hors UEMOA)	34,3%	23,4%	36,9%	41,5%	41,0%

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Ghana	28,5%	19,0%	24,6%	24,0%	17,9%
Nigeria	5,8%	4,3%	12,2%	17,4%	23,1%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%
CEMAC	0,3%	0,5%	1,0%	0,2%	0,1%
Cameroun	0,3%	0,4%	0,3%	0,0%	0,0%
Congo (Brazzaville)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres CEMAC	0,0%	0,0%	0,6%	0,2%	0,1%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	28,9%	49,8%	22,5%	31,2%	34,2%
Afrique du Sud	13,9%	27,8%	7,3%	15,0%	10,0%
Egypte	2,9%	1,9%	2,1%	3,3%	6,0%
Maroc	8,3%	12,8%	7,1%	3,6%	8,3%
Mauritanie	1,6%	3,3%	3,2%	4,4%	6,4%
Mozambique	0,0%	0,0%	1,1%	3,4%	0,0%
Seychelles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Tunisie	1,5%	1,2%	1,2%	0,9%	1,0%
Autres	0,7%	2,8%	0,5%	0,5%	2,4%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et INSEED

Encadré 2 : Echanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements régionale de l'UEMOA, les données officielles sur les échanges intra-UEMOA ont fait l'objet de retraitements par la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Ces retraitements ont été pris en compte dans la détermination des valeurs globales des importations et des exportations du Togo. La matrice des échanges intra-communautaires ci-après, arrêtée par la Cellule, est obtenue à la suite de la confrontation des données du commerce général des pays partenaires dans l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

Estimation de la matrice des échanges communautaire en 2018 (en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		6 820	7 084	204	73 390	56 534	519	17 171	161 722
	Burkina	2 819		13 750	26	11 314	12 489	5 905	34 751	81 054
	Côte d'Ivoire	34 717	348 327		959	320 507	59 606	68 839	53 347	886 302
	Guinée-Bissau	22	0	0		1 065	0	3 915	0	5 001
	Mali	20 088	49 389	58 323	263		19 234	126 080	7 280	280 658
	Niger	15 163	15 638	4 886	10	43 523		1 111	12 664	92 994
	Sénégal	12 062	39 156	75 205	49 881	401 119	9 083		11 741	598 247
	Togo	154 521	100 680	46 243	393	36 717	45 912	5 488		389 953
	UEMOA	239 391	560 009	205 491	51 735	887 635	202 858	211 856	136 954	2 495 930

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

En 2018, les exportations du Togo vers les autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 389.953 millions, contre 424.013 millions en 2017.

Les importations du Togo en provenance des autres pays de l'UEMOA se sont, quant à elles, établies à 136.954 millions, contre 111.490 millions en 2017.

La balance commerciale du Togo avec les pays de l'UEMOA est ainsi ressortie excédentaire de 252.999 millions, contre un excédent de 312.523 millions enregistré en 2017.

I.2- BALANCE DES SERVICES

Le poste « Services » de la balance des paiements comprend les transports, les voyages et d'autres services tels que les services financiers, les services de communication, les services d'informatique et d'information.

La balance des services du Togo a dégagé en 2018 un solde excédentaire de 86.905 millions, contre 82.324 millions en 2017, en augmentation de 5,6%. Cette évolution est principalement due à la hausse des excédents des autres services et des voyages.

Tableau 35- Evolution de la balance des services (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Transports	-37 450	-36 668	-28 522	-36 675	-44 696	21,9%
Voyages	41 659	45 120	47 958	57 654	61 638	6,9%
Autres services	26 858	59 372	65 260	61 345	69 962	14,0%
Balance des services	31 067	67 824	84 696	82 324	86 905	5,6%

Source : BCEAO

La rubrique « Transports » regroupe les transports de passagers et de marchandises, ainsi que diverses activités connexes au transport. Les activités connexes au transport concernent notamment la manutention du fret non facturée avec le service de fret, l'emmagasiner et entreposage, l'emballage, ainsi que le remorquage.

Le solde des « Transports », structurellement déficitaire, s'est aggravé de 21,9% en s'établissant à -44.696 millions en 2018, contre -36.675 millions en 2017, en liaison notamment avec la hausse du déficit du fret et la baisse du solde excédentaire des « Autres transports ».

Tableau 36- Evolution du solde des transports (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Transports	-37 450	-36 668	-28 522	-36 675	-44 696	21,9%
- Passagers	44 184	48 287	51 828	51 671	51 669	0,0%
- Fret	-118 632	-127 653	-127 177	-127 202	-130 958	3,0%
- Fret maritime	-133 097	-142 574	-141 999	-140 030	-144 566	3,2%
- Fret aérien	11 788	12 158	12 069	10 439	11 098	6,3%
- Autres	2 677	2 762	2 753	2 389	2 511	5,1%
- Autres transports	36 998	42 697	46 826	38 856	34 593	-11,0%

Source : BCEAO

Les voyages (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) ont enregistré en 2018 un excédent de 61.638 millions, en hausse de 6,9% par rapport aux 57.654 millions de 2017. Cette évolution est imputable à la progression du solde des voyages, aussi bien à titre professionnel (+7,2%) que personnel (+6,3%).

Il conviendrait de signaler que l'activité touristique a connu un important essor ces dernières années au Togo, traduisant l'effort entrepris par le pays pour la promotion du tourisme. Selon le Ministère en charge du secteur touristique du Togo, 712. 000 touristes ont visité le Togo en 2018, contre 566.764 en 2017, soit une augmentation de 26%.

En 2018, dans le cadre de la promotion touristique, le Togo a participé à des salons sur le tourisme. Il s'agit, entres autres :

- du Salon International du Tourisme de Berlin (ITB) du 7 au 11 mars 2018 ;
- du Salon international de l'industrie du tourisme (International French Travel Market (IFTM) Top Resa), en France du 25 au 28 septembre 2018.

Tableau 37- Evolution du solde des voyages (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Voyages	41 659	45 120	47 958	57 654	61 638	6,9%
à titre professionnel	25 652	26 988	28 643	36 994	39 668	7,2%
à titre personnel	16 006	18 132	19 315	20 661	21 971	6,3%
- Santé	130	152	86	78	83	6,5%
- Education	-401	-979	-1 182	101	299	196,1%
- Autres	16 277	18 959	20 411	20 482	21 589	5,4%

Source : BCEAO

Les autres services (services de bâtiments et travaux publics, services d'assurances, services financiers et divers services aux administrations publiques et aux entreprises) se sont soldés en 2018 par un excédent de 69.962 millions, soit un accroissement de 14,0% par rapport à l'excédent de 61.345 millions de 2017, en relation principalement de la hausse du solde positif des « autres services aux entreprises ».

Tableau 38- Evolution du solde des autres services (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Autres services	26 858	59 372	65 260	61 345	69 962	14,0%
Services de BTP	-2 804	-1 184	687	1 378	2 879	108,9%
Services d'assurance	-20 194	-21 898	-23 786	-25 551	-27 309	6,9%
Services financiers	3 467	370	4 729	6 088	11 269	85,1%
Services de télécommunications, informatique et information	5 191	4 981	9 226	13 343	10 208	-23,5%
Services fournis ou reçus par les APU	24 328	26 253	24 452	22 045	17 467	-20,8%
Autres services aux entreprises	16 869	50 850	49 952	44 042	55 447	25,9%

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont progressé de 4,4%, en passant de 330.971 millions en 2017 à 345.429 millions en 2018, en liaison avec l'effet conjugué des évolutions suivantes :

- hausse des recettes des autres services (+6,9%), du fait de l'accroissement des autres services fournis aux entreprises, en particulier dans le domaine portuaire, au profit des non-résidents ;
- progression des recettes provenant des voyages (+5,9%), aussi bien ceux effectués à titre professionnel (+6,0%) que personnel (+5,8%).

Tableau 39- Evolution des exportations de services (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Transports	109 941	120 493	129 137	121 948	122 735	0,6%
- Passagers	53 422	57 709	61 743	62 137	64 274	3,4%
- Fret	14 558	15 024	14 922	12 948	13 608	5,1%
- Autres transports	41 961	47 760	52 472	46 863	44 852	-4,3%
Voyages	61 879	67 193	70 715	80 110	84 856	5,9%
- à titre professionnel	30 411	32 924	34 754	43 881	46 535	6,0%
- à titre personnel	31 468	34 268	35 961	36 229	38 321	5,8%
Autres services	69 878	100 671	121 268	128 913	137 838	6,9%
Exportations de services	241 699	288 356	321 120	330 971	345 429	4,4%

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

Les importations de services ont augmenté de 4,0%, en passant de 248.646 millions en 2017 à 258.524 millions une année plus tard.

Les **transports** constituent le principal poste des services importés, notamment avec le fret. En 2018, le montant du fret payé aux non-résidents s'est établi à 144.566 millions, en accroissement de 3,2% par rapport à 2017. Les soldes des transports de passagers et des autres transports se sont respectivement inscrits en accroissement de 20,4% et 27,0%.

Les dépenses de **voyage** se sont établies à 23.217 millions, en hausse de 3,4% par rapport aux 22.456 millions de 2017, du fait essentiellement de l'augmentation de « voyage à titre personnel ».

Les importations des **autres services** ont progressé de 0,5%, passant de 67.568 millions en 2017 à 67.876 millions une année plus tard, en liaison avec les services de télécommunications, d'informatique et d'information, dans le cadre des assistances techniques.

Tableau 40- Evolution des importations de services (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Transports	147 391	157 161	157 660	158 622	167 430	5,6%
- Passagers	9 238	9 421	9 914	10 466	12 605	20,4%
- Fret	133 190	142 677	142 099	140 150	144 566	3,2%
- Autres transports	4 673	4 643	5 301	7 674	9 743	27,0%
Voyages	20 221	22 072	22 757	22 456	23 217	3,4%
- à titre professionnel	4 759	5 936	6 111	6 887	6 867	-0,3%
- à titre personnel	15 461	16 136	16 646	15 569	16 350	5,0%
Autres services	43 020	41 299	56 007	67 568	67 876	0,5%
Importations de services	210 632	220 532	236 424	248 646	258 524	4,0%

Source : BCEAO

I.3- COMPTE DU REVENU PRIMAIRE

Le compte du revenu primaire est constitué essentiellement de la balance de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2018, il est ressorti excédentaire de 10.742 millions, contre 2.902 millions en 2017, soit une hausse de 270,2%. Cette situation est en rapport surtout avec la hausse de l'excédent des autres revenus primaires.

Tableau 41- Evolution du solde du compte du revenu primaire (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Rémunération des salariés	13 737	15 130	15 837	15 674	17 525	11,8%
Revenus des investissements	3 182	62 234	4 596	-16 736	-14 534	-13,2%
Autres revenus primaires	5 873	5 786	5 408	3 964	7 750	95,5%
Revenus primaires	22 791	83 149	25 841	2 902	10 742	270,2%

Source : BCEAO

Les rémunérations des salariés sont essentiellement constituées des salaires, traitements et autres prestations payés, d'une part, au personnel résident des représentations diplomatiques et des organismes internationaux et, d'autre part, aux agents non-résidents par les entités résidentes.

Les entrées nettes au titre de ces revenus sont évaluées à 17.525 millions en 2018, en accroissement de 11,8% par rapport aux 15.674 millions enregistrés en 2017. Cette évolution est en liaison avec la progression des paiements effectués par les organismes internationaux et les ambassades aux résidents, suite à la hausse des sollicitations des prestations.

Les revenus des investissements représentent les produits que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers placés dans l'économie nationale et les revenus que procurent les avoirs financiers des résidents placés à l'étranger.

En 2018, ces opérations se sont soldées par un déficit de 14.534 millions, contre un déficit de 16.736 millions en 2017, en liaison principalement avec la hausse observée au niveau des revenus des investissements de portefeuille reçus de l'étranger.

Le solde des revenus des investissements directs s'est établi à -16.503 millions en 2018, contre -7.473 millions une année plus tôt, en relation avec le repli des paiements d'intérêts reçus par des holdings bancaires au Togo, au titre des investissements directs à l'étranger.

Le solde des revenus des investissements de portefeuille s'est chiffré à 19.869 millions, contre 3.212 millions en 2017, suite à un accroissement des revenus issus des intérêts reçus par les résidents.

Quant au solde des revenus des autres investissements, il s'est établi à -17.900 millions en 2018, contre -12.475 millions en 2017, en rapport avec la baisse des intérêts reçus, notamment sur les prêts et les crédits commerciaux.

Tableau 42- Evolution du solde des revenus des investissements (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Revenus des investissements directs	-19 408	45 109	1 880	-7 473	-16 503	120,8%
Revenus des investissements de portefeuille	14 364	8 716	2 418	3 212	19 869	518,6%
Revenus des autres investissements	8 225	8 409	298	-12 475	-17 900	43,5%
Revenus des investissements	3 182	62 234	4 596	-16 736	-14 534	-13,2%

Source : BCEAO

Les autres revenus primaires sont constitués des loyers, des impôts sur la production et les importations ainsi que des subventions.

Les entrées nettes des autres revenus primaires se sont chiffrés à 7.750 millions en 2018, contre 3.964 millions en 2017, en liaison principalement avec la hausse des paiements reçus des non-résidents au titre des taxes sur la production et les importations, notamment les droits et taxes portuaires.

I.4- COMPTE DU REVENU SECONDAIRE

Le compte du revenu secondaire se répartit en deux grandes catégories : les administrations publiques et les autres secteurs.

Le solde créditeur du compte du revenu secondaire s'est établi en 2018 à 234.300 millions, en progression de 0,8% par rapport aux 232.467 millions enregistrés en 2017, du fait de la hausse des revenus des autres secteurs.

Tableau 43- Evolution du solde du compte du revenu secondaire (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Administrations Publiques	41 868	44 640	42 338	60 819	54 304	-10,7%
<i>dont Coopération internationale courante</i>	<i>41 868</i>	<i>44 640</i>	<i>42 338</i>	<i>60 819</i>	<i>54 304</i>	<i>-10,7%</i>
Autres secteurs	116 296	142 624	160 050	171 648	179 996	4,9%
<i>Envois de fonds des travailleurs migrants</i>	<i>121 487</i>	<i>147 046</i>	<i>155 630</i>	<i>168 561</i>	<i>178 342</i>	<i>5,8%</i>
<i>Autres transferts courants</i>	<i>-5 191</i>	<i>-4 422</i>	<i>4 420</i>	<i>3 087</i>	<i>1 655</i>	<i>-46,4%</i>
Revenu secondaire	158 163	187 264	202 388	232 467	234 300	0,8%

Source : BCEAO

Les revenus secondaires des administrations publiques recouvrent notamment les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, les cotisations sociales, les prestations sociales, la coopération internationale courante et les divers transferts courants des administrations publiques.

Ces transferts ont diminué de 10,7%, en passant de 60.819 millions en 2017 à 54.304 millions en 2018. Ils comportent les dons mobilisés au titre de l'aide publique au développement, notamment les divers dons en nature et en espèces pour des besoins courants. En effet, les appuis budgétaires reçus par le Togo se sont établis à 33.283 millions (Banque Mondiale : 22.874 millions et Union Européenne : 10.309 millions) en 2018, contre 48.319 millions en 2017.

Pour les autres secteurs, ils sont constitués, outre les transferts entre particuliers ou entre institutions ne relevant pas d'une administration publique, des envois de fonds des travailleurs migrants autres que ceux destinés aux investissements, notamment la consommation courante, la santé, l'éducation, les événements familiaux et religieux, etc.

Ces opérations ont augmenté de 4,9% en s'établissant à 179.996 millions en 2018, contre 171.648 millions en 2017, du fait de la hausse des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital a dégagé en 2018 un solde excédentaire de 175.733 millions, contre 141.431 millions l'année précédente, en hausse de 24,3%, en liaison avec la mobilisation conséquente des ressources extérieures, enregistrée au cours de l'année sous revue.

II.1- ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette rubrique retrace deux types de transactions : l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers incorporels (brevets, droits d'auteurs, marques, etc.) et l'acquisition de terrains par les administrations publiques ou par des organisations internationales.

Au titre de ces transactions, l'année 2018 n'a enregistré aucune acquisition ni de cession d'actifs non financiers non produits, tout comme l'année précédente.

II.2- TRANSFERTS DE CAPITAL

Les transferts de capital sont constitués essentiellement des remises de dette et des dons destinés au financement des investissements.

En 2018, ils ont progressé de 24,3% en s'établissant à 175.733 millions, contre 141.431 millions l'année précédente.

Les transferts en capital reçus par l'Administration publique sont évalués en 2018 à 72.712 millions, contre 41.407 millions en 2017, portant sur les dons mobilisés, notamment dans le cadre :

- du Projet « corridor CU9 » : réhabilitation du marché d'Anié, construction de deux (2) centres de promotion de la femme à Anié et à Cinkassé, construction de cinq (5) centres d'informations et pistes rurales et réhabilitation et construction de deux (2) blocs de transfusion sanguine ;
- du Projet de mise en œuvre des services de prévention et de qualité des soins dans la lutte contre les épidémies à VIH et Tuberculose ;
- du Projet Education et Renforcement Institutionnel - phase 2 (PERI II) ;
- du Projet Filets Sociaux et Services de Base (PFSSB) ;
- du Projet d'Aménagement Urbain du Togo phase 2 (PAUT 2) : aménagement du 4^{ème} lac et assainissement des quartiers environnants à Lomé ;
- du Projet Paludisme (Consolidation des acquis de la lutte antipaludique au Togo) ;
- du Projet d'amélioration de la qualité des Services Santé de Reproduction ;
- du Projet d'Appui aux Services de Santé Maternelle, Infantile et de Nutrition (PASMIN) ;
- du Projet Régional de Renforcement des Systèmes de Surveillance des Maladies en Afrique de l'Ouest (REDISSE) ;
- du Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest ;
- de la Coopération OMS/TOGO (lutte contre les maladies et renforcement des capacités) ;
- du Projet de soutien à la préparation à la REDD+ ;
- du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE) ;

- du Projet d'appui à l'emploi des jeunes vulnérables ;
- du Projet d'amélioration de l'alimentation en eau potable dans la ville de Lomé ;
- du Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural dans la région des savanes du Togo ;
- de la Formation technique et professionnelle et Emploi des jeunes ;
- du programme de Renforcement du Système Sanitaire-Santé Reproductive et Droits Sexuels (RSS-SRDS) ;
- du Projet d'Appui à la Reforme des Collèges (PAREC) ;
- du Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources et au Renforcement des Capacités Institutionnelles (PAMORCI) ;
- des travaux de réhabilitation et de renforcement du tronçon Avépozo-Aného ;
- du Programme d'appui à la décentralisation ;
- du Projet d'appui à l'aménagement du territoire, à la planification et au suivi évaluation dans le cadre de l'appui institutionnel de la BADEA.

Quant aux dons en espèces et en nature mobilisés par le secteur privé (ONG nationales et missions religieuses), ils s'établissent à 103.021 millions en 2018, contre 100.025 millions en 2017, suite à la hausse des dons en nature destinés aux ONG nationales et à la comptabilisation sous cette rubrique des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements. Les dons en nature destinés aux ONG nationales sont essentiellement composés de financements obtenus auprès de partenaires, dans le cadre de projets sociaux tels que la construction de bâtiments scolaires et de ponts, la confection des bancs scolaires, etc.

Tableau 44- Evolution du compte de capital (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	0	-
Transferts de capital	157 538	159 393	163 551	141 431	175 733	24,3%
Administration publique	61 619	62 447	66 499	41 407	72 712	75,6%
dont Remises de dette	0	0	0	0	0	-
Autres secteurs	95 919	96 946	97 052	100 025	103 021	3,0%
Solde du compte de capital	157 538	159 393	163 551	141 431	175 733	24,3%

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier⁵, qui englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2018, par un actif net de 59.031 millions, contre un actif net de 77.449 millions en 2017.

Tableau 45- Evolution du solde du compte financier (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17	
						Relative	Absolue
Investissements directs	150 571	53 678	179 722	-70 338	139 516	-298,4%	209 854
Investissements de portefeuille	68 358	-75 482	-160 466	176 555	91 895	-48,0%	-84 660
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	-	0
Autres investissements	-209 084	-203 668	-179 061	-28 769	-172 381	499,2%	-143 612
Solde du compte financier	9 845	-225 472	-159 805	77 449	59 031	-23,8%	-18 418

Source : BCEAO

III.1- INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs se décomposent en libération de capital social, bénéfices réinvestis et autres transactions financières (créances ou engagements envers les investisseurs directs).

En 2018, les opérations financières au titre des investissements directs se sont traduites par une sortie nette de 139.516 millions, contre une entrée nette de 70.338 millions l'année précédente.

En effet, au regard des résultats de l'Enquête Coordonnées sur les Investissements Directs (ECID) au titre de l'année 2018, les sorties nettes de capitaux ont principalement porté sur la branche « Intermédiation financière, assurance et retraite ». Les principal pays à l'origine de ces sorties nettes est le Nigeria.

III.2- INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille sont des investissements internationaux autres que les investissements directs, effectués sous forme de titres de participation et de titres de créance.

En 2018, ces investissements se sont établis à 91.895 millions, contre 176.555 millions une année plus tôt, en diminution de 84.660 millions.

Ces sorties nettes de capitaux ont essentiellement concerné la branche « Intermédiation financière, assurance et retraite », en particulier les « Autres sociétés financières »

III.3- DERIVES FINANCIERS

Les dérivés financiers sont des instruments financiers, utilisés pour la gestion des risques, la couverture, l'arbitrage entre marchés ou la spéculation. Il existe deux catégories de produits financiers dérivés : les options et les contrats à terme.

Au cours de l'année 2018, aucune transaction relative aux dérivés financiers n'a été recensée.

⁵ Optique BCEAO (Annexe 4)

III.4- AUTRES INVESTISSEMENTS

Cette catégorie comprend des opérations financières telles que les crédits commerciaux, la détention de monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts, les autres comptes à recevoir ou à payer et particulièrement les opérations relatives à l'endettement public extérieur : les tirages, les amortissements, les arriérés de paiement extérieurs, les remises ou annulations de dette et les rééchelonnements.

Le solde du compte des autres investissements est passé d'un passif net de 28.768 millions en 2017 à un passif net de 172.381 millions en 2018, en endettement net de 143.613 millions. Cette évolution est liée principalement à une augmentation de 148.602 millions des entrées nettes des capitaux au titre des prêts contractés à l'extérieur.

S'agissant en particulier des prêts contractés par l'Administration publique, les principaux projets financés ont concerné :

- la réhabilitation et le renforcement des routes Tsévié-Tabligbo et Kantè-Tandjouare, des tronçons Blitta-Aouda, Kpélé Govié-Patatoukou et Patatoukou-Koutoukpa et Koutoukpa-Atakpamé, ainsi que du boulevard des Armées à Lomé ;
- le Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) ;
- le Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest ;
- le Projet de développement et de gouvernance minière ;
- le Projet de Réforme et d'Investissement dans le Secteur de l'Energie au Togo (PRISET) ;
- le Projet de développement rural de la plaine de Djagblé ;
- le renforcement et l'extension du réseau d'alimentation en énergie électrique au Togo ;
- le Projet de facilitation du commerce et compétitivité des services logistiques au Togo ;
- le Projet d'Appui au Développement à la Base (PRADEB) ;
- l'aménagement hydro-agricole de la basse vallée du fleuve Mono ;
- le Projet WARCIP (West Africa Regional Communication Infrastructure Program) ;
- le Projet de Développement Rural Intégré (PDRI) de la plaine de Mò ;
- le Projet de développement des agropoles au Togo ;
- le Projet d'Appui au Développement Agricole au Togo (PADAT) ;
- le Projet d'hydraulique villageoise dans la région des Plateaux et Maritime ;
- le Projet BID III destiné au secteur de l'Éducation ;
- le Projet d'Infrastructure et de Développement Urbain (PIDU) ;
- le Projet de renforcement des capacités statistiques ;
- le Projet BID-UEMOA d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural (réalisation de 31 mini AEP (Approvisionnement en Eau Potable) équipés de panneaux solaires, 106 forages et 60 latrines) ;
- l'aménagement et la réhabilitation des terres agricoles dans la zone de Mission Tové ;
- le Programme d'aménagement et de mise en valeur des terres agricoles de la Plaine de l'Oti.

Tableau 46- Evolution des autres investissements (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17	
						Relative	Absolue
Autres titres de participation	-4	-4	-1	4	0	-100,0%	-4
Monnaie fiduciaire et dépôts	1 829	-7 809	2 705	23 835	59 549	149,8%	35 714
Prêts	-120 804	-118 672	-113 648	-13 084	-161 686	1 135,8%	-148 602
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	549	770	1 686	1 017	-39,7%	-669
Crédits commerciaux et avances	-98 974	-99 230	-80 557	-69 467	-71 574	3,0%	-2 107
Autres comptes à recevoir/ à payer	8 868	21 498	11 670	28 258	313	-98,9%	-27 945
Total	-209 084	-203 668	-179 061	-28 768	-172 381	499,2%	-143 613

Source : BCEAO

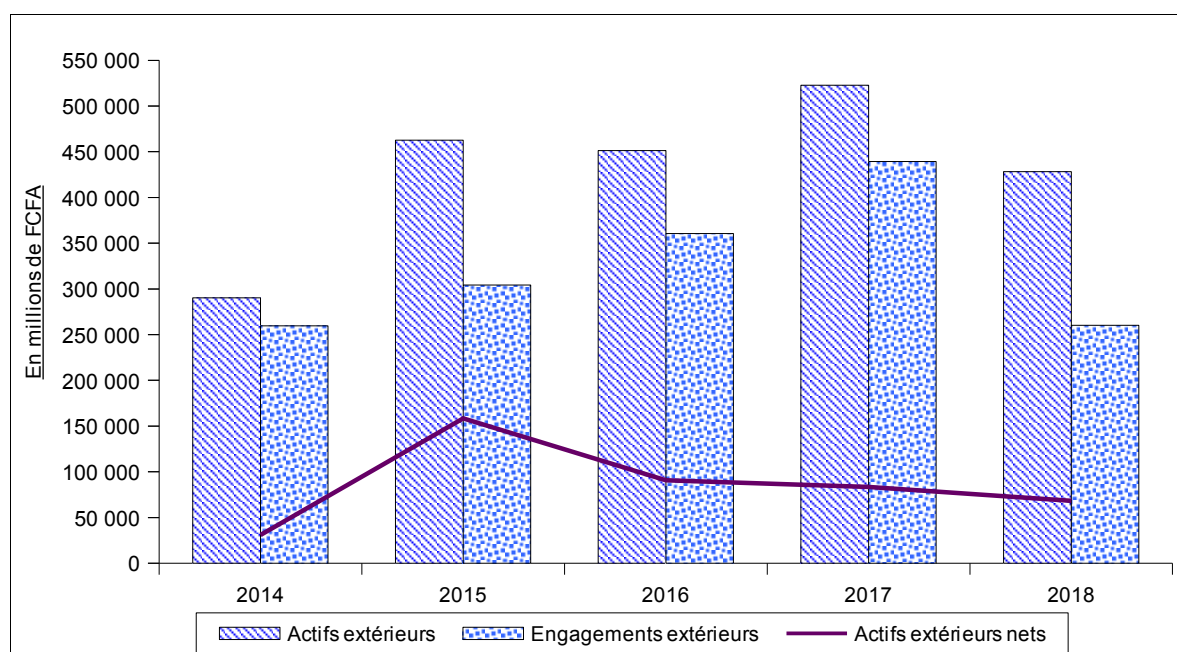
IV- CAPITAUX MONETAIRES

En 2018, au regard des données des statistiques monétaires, les actifs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires ont augmenté de 15.353 millions, en relation avec la progression de 30.703 millions des AEN des autres institutions de dépôt, atténuée par le repli de 15.350 millions de ceux de la Banque Centrale.

IV.1- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale ont baissé en 2018 de 15.350 millions, en liaison avec une baisse de 94.546 millions des créances sur les non-résidents, atténuée par le repli de 79.196 millions des engagements extérieurs.

Graphique 13- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale (en millions)



Source : BCEAO

Tableau 47- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale (en millions)

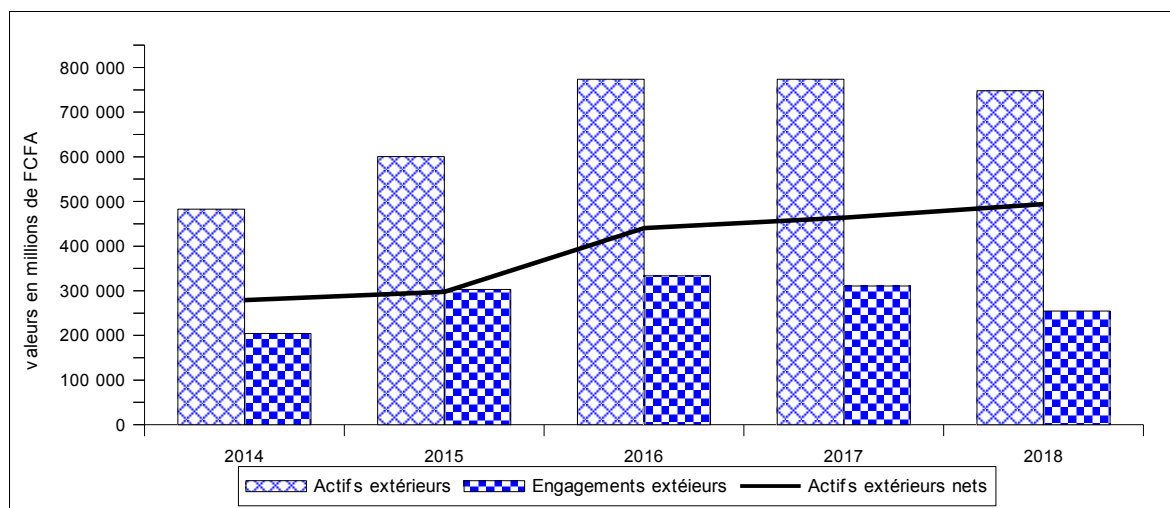
RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. Abs. 18/17
Créances sur les non-résidents	290 357	462 668	451 182	522 810	428 264	-94 546
Position de réserve	3 989	1 382	18 553	9 175	17 183	8 008
DTS détenus	46 390	39 787	10 007	33 541	60 170	26 628
Avoirs en monnaies étrangères	1 608	4 245	3 834	2 360	356	-2 003
Autres actifs extérieurs	238 371	417 254	418 788	477 734	350 556	-127 179
Engagements extérieurs	259 501	304 287	360 581	439 317	360 121	-79 196
Recours au crédit du FMI	67 349	62 150	47 781	68 837	96 341	27 505
Banques et Institutions non-résidentes	137 100	183 417	253 964	315 698	207 762	-107 936
Autres engagements (Allocation DTS)	55 052	58 721	58 836	54 783	56 018	1 235
ACTIFS EXTERIEURS NETS	30 856	158 381	90 602	83 493	68 143	-15 350

Source : BCEAO

IV.2- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT

En 2018, la position extérieure nette des autres institutions de dépôt s'est établie à 494.055 millions, en progression de 30.703 millions par rapport aux 463.352 millions atteints en 2017. Cette évolution résulte du repli de 56.377 millions des engagements extérieurs, atténué par la baisse de 2x5.674 millions des créances sur les non-résidents.

Graphique 14- Evolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôt (en millions)



Source : BCEAO

Tableau 48- Évolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. Abs. 18/17
Créances sur les non-résidents	482 787	600 336	773 482	773 839	748 165	-25 674
Monnaies étrangères	2 936	1 573	2 523	1 316	1 348	32
Dépôts	120 841	114 735	138 057	111 856	73 575	-38 281
Crédits	164 577	222 837	228 106	244 673	247 070	2 397
Autres créances	194 433	261 191	404 796	415 994	426 172	10 178
Engagements envers les non résidents	203 997	303 084	333 337	310 487	254 110	-56 377
Dépôts	162 468	209 729	257 096	184 977	164 244	-20 733
Crédits	41 514	93 352	75 745	125 509	84 674	-40 835
Autres engagements	15	3	496	1	5 192	5 191
ACTIFS EXTERIEURS NETS	278 790	297 253	440 146	463 352	494 055	30 703

Source : BCEAO

IV.3- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE ET DES AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT

En 2018, les variations des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (-15.350 millions) et des autres institutions de dépôt (+30.703 millions) ont conduit à un solde de la balance des paiements de 17.007 millions, avec un écart de réévaluation de -1.654 millions (porté par la Banque Centrale).

Tableau 49- Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. Abs. 18/17
Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (Statistiques monétaires)	30 856	158 381	90 602	83 493	68 143	-15 350
Variation des AEN de la Banque Centrale (1)	-64 850	127 525	-67 779	-7 108	-15 350	-8 241
Ecart d'évaluation (2)				5 986	-1 654	-7 640
Enregistrement en balance des paiements (3)=(1)-(2)				-13 095	-13 696	-601
Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts	278 790	297 253	440 146	463 352	494 055	30 703
Variation des AEN des autres institutions de dépôts (4)	-9 071	18 463	142 893	23 206	30 703	7 496
Ecart d'évaluation (5)				0	0	0
Enregistrement en balance des paiements (6)=(4)-(5)				23 206	30 703	7 496
Actifs extérieurs nets totaux	309 646	455 633	530 747	546 845	562 198	15 353
Variation Actifs extérieurs nets totaux	-73 921	145 987	75 114	16 098	15 353	-745
Ecart de réévaluation (7)=(2)+(5)				5 986	-1 654	-7 640
Enregistrement en balance des paiements (8)=(3)+(6)				10 112	17 007	6 895

Source : BCEAO

IV.4- AVOIRS DE RESERVE

Il s'agit des avoirs financiers dont dispose le pays et que contrôlent les Autorités monétaires, notamment pour financer ou ajuster les déséquilibres des paiements. Ils comprennent l'or monétaire, les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la position de réserve au FMI, les avoirs en devises et des autres créances.

En 2018, les flux des avoirs de réserve ont diminué de 171.040 millions en s'établissant à -96.251 millions, contre 74.789 millions en 2017, en liaison principalement avec la baisse de 186.653 millions des autres avoirs de réserve, notamment la monnaie fiduciaire et dépôts.

Tableau 50- Avoirs de réserve (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var Abs. 18/17
Or monétaire	0	0	0	0	0	0
Droits de tirage spéciaux	-8	-9 088	-29 800	26 016	25 302	-714
Position de réserve au FMI	5 121	-2 693	17 135	-8 699	7 629	16 328
Autres avoirs de réserve	30 238	77 940	-412	57 472	-129 181	-186 653
Monnaie fiduciaire et dépôts	30 238	77 940	-412	57 472	-129 181	-186 653
Titres	0	0	0	0	0	0
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0
Autres créances	0	0	0	0	0	0
Avoirs de réserve	35 351	66 159	-13 077	74 789	-96 251	-171 040

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

V.1- EVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE NETTE

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur. Outre les transactions liées aux diverses composantes du compte des opérations financières (investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et avoirs de réserve), la PEG rend compte des variations de prix et des taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin d'une période comptable. Elle indique également les ajustements de régularisation notamment la démonétisation de l'or et les reclassements des différentes catégories d'investissement.

Au 31 décembre 2018, la PEG nette du Togo est ressortie débitrice de 629.502 millions, contre un déficit de 746.664 millions en 2017, soit une réduction de 15,7% du déficit, suite à une augmentation des avoirs plus prononcée que celle des engagements.

Le stock des avoirs s'est établi à 3.731.952 millions en 2018, contre 3.604.777 millions en 2017, en hausse de 3,5%, sous l'effet de la hausse de :

- 6,7% des investissements directs à l'étranger ;
- 8,0% des investissements de portefeuille ;
- 7,8% des autres investissements, en particulier les dépôts.

S'agissant des engagements, leur encours a progressé de 0,2%, en passant de 4.351.441 millions en 2017 à 4.361.454 millions en 2018. Cette évolution est essentiellement induite par la hausse de 5,6% des autres investissements.

Tableau 51- Position extérieure globale (en millions)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 18/17
AVOIRS	2 496 558	2 686 519	3 655 428	3 604 777	3 731 952	3,5%
Investissements directs à l'étranger	1 606 077	1 901 006	2 114 653	1 872 331	1 997 963	6,7%
Investissements de portefeuille	259 261	350 474	652 957	762 974	824 380	8,0%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	353 232	389 470	436 636	446 663	481 345	7,8%
dont Crédits commerciaux	38 043	23 106	38 199	35 436	36 446	2,8%
Prêts	92 530	141 028	141 364	244 673	247 070	1,0%
Monnaie fiduciaire et dépôts	205 357	193 759	251 425	161 908	186 304	15,1%
Autres avoirs	17 301	31 577	5 648	4 645	11 525	148,1%
Avoirs de réserve	277 989	45 569	451 182	522 810	428 265	-18,1%
ENGAGEMENTS	2 107 119	4 315 139	4 356 066	4 351 441	4 361 454	0,2%
Investissements directs dans l'économie	552 560	1 462 021	1 491 185	1 254 879	1 180 394	-5,9%
Investissements de portefeuille	221 678	825 760	1 123 904	1 155 613	1 131 123	-2,1%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	1 332 881	2 027 358	1 740 978	1 940 949	2 049 937	5,6%
dont Crédits commerciaux	51 709	22 051	38 108	104 812	177 387	69,2%
Prêts	821 027	944 660	990 023	1 254 413	1 414 542	12,8%
<i>dont dette publique extérieure</i>	<i>572 079</i>	<i>661 220</i>	<i>731 285</i>	<i>926 660</i>	<i>959 868</i>	<i>3,6%</i>
Monnaie fiduciaire et dépôts	171 088	300 594	406 328	292 269	258 744	-11,5%
Autres engagements	289 057	760 052	306 519	289 455	199 265	-31,2%
POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE	389 439	-1 628 620	-700 638	-746 664	-629 502	-15,7%

Source : BCEAO

V.2- STRUCTURE GEOGRAPHIQUE DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La PEG nette vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA a dégagé en 2018, un passif net de 173.819 millions. Les actifs financiers se sont établis à 1.743.890 millions, principalement sous l'effet des avoirs de réserves et des investissements de portefeuille, en rapport avec les opérations d'émissions de titres publics dans la zone. Les passifs financiers sont évalués à 1.917.709 millions.

S'agissant de la Zone euro, la PEG a affiché un passif financier net de 599.461 millions. Les avoirs financiers sur la Zone euro se sont chiffrés à 54.478 millions. Le passif financier brut envers les pays de la Zone euro est ressorti à 653.939 millions, en liaison essentiellement avec les investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille.

Concernant les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la Zone euro, la PEG a enregistré un excédent de 143.778 millions. Le stock d'actifs s'est établi à 1.933.585 millions. Le passif financier s'est chiffré à 1.789.806 millions.

Tableau 52- Position extérieure globale par zone géographique (en millions)

Poste		Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers		1 743 890	54 478	1 933 585	3 731 952
1	Investissements directs	231 952	42 897	1 723 114	1 997 963
2	Investissements de portefeuille	575 340	1 513	247 527	824 380
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	349 019	10 068	122 258	481 345
5	Avoirs de réserves	587 579	0	-159 314	428 265
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	60 170	60 170
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	17 183	17 183
5.4	Autres avoirs de réserve	587 579	0	-236 667	350 912
Stocks de passifs financiers		1 917 709	653 939	1 789 806	4 361 454
1	Investissements directs	287 082	365 934	527 377	1 180 394
2	Investissements de portefeuille	660 856	240 153	230 114	1 131 123
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	969 770	47 852	1 032 315	2 049 937
Position extérieure globale nette		-173 819	-599 461	143 778	-629 502

Source : BCEAO

CONCLUSION

La situation économique au Togo en 2018 s'est traduite par un taux de croissance économique de 4,9%. Dans ce contexte, les évolutions, ci-après, ont été enregistrées au niveau des comptes extérieurs du Togo, en comparaison on avec l'année 2017 :

- une aggravation de 46.559 millions (+83,0%) du déficit du compte courant ;
- une hausse de 34.302 millions (+24,3%) de l'excédent du compte de capital ;
- un désendettement net de 18.4018 millions du compte financier.



LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements	66
Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale.....	70
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)	74
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	83
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	84
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	85
Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée	87
Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	92
Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises	94
Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires.....	96

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements

1. Généralités

Les comptes extérieurs des pays de l'UEMOA au titre de l'année 2018 (balance des paiements et position extérieure globale) sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis sur le territoire national et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents.

Conformément aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement N° R09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Dans ce cadre, elle collabore avec d'autres services administratifs ainsi que les opérateurs économiques pour une atteinte efficiente des objectifs de sa mission.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel, pendant une période d'au moins une année, elle :

- exerce et à l'intention de continuer d'exercer,
- effectue et à l'intention de continuer d'effectuer des transactions,

Les unités institutionnelles résidentes sont les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son Gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, les consulats, les bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire national.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents économiques interrogés par la BCEAO contient certaines entreprises, des structures administratives, des missions diplomatiques et consulaires, des organisations non gouvernementales, etc.

D'autres sources se réfèrent aux rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, BRI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas explicitement des questionnaires, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : BIDC, BOAD, Commission de l'UEMOA, etc.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1. Compte des opérations courantes

- **Biens**

Les statistiques portant sur les marchandises générales sont issues des statistiques douanières. Elles sont validées par le Sous-Comité Balance des Paiements qui comprend, outre la BCEAO, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), l'Office Togolais des Recettes (OTR), la Direction du Commerce Extérieur et la Direction de l'Économie.

Ces chiffres provenant des structures douanières, validés, sont par la suite ajustés, aux fins de les adapter à l'optique de la balance des paiements. L'un des ajustements majeurs concerne le passage de la valorisation CAF à la valorisation FOB pour les importations.

- **Services**

Cette rubrique concerne essentiellement les *Transports*, les *Voyages* (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) et les *autres types de services* (construction, services d'assurance et pension, services financiers, services de télécommunication, d'informatique et d'information ainsi que services culturels et de loisirs).

- **Revenu primaire**

Le revenu primaire est la nouvelle appellation du compte des revenus dans la 5^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Il porte sur les revenus des investissements ainsi que la rémunération des facteurs de production, notamment le loyer (revenu de la propriété) et le revenu du facteur travail (rémunération des salariés).

- **Revenu secondaire**

Le revenu secondaire (compte des transferts courants dans l'édition précédente) s'intéresse aux transferts courants entre résidents et non-résidents. Il inclut notamment le poste des envois de fonds des migrants.

6.2. Compte de capital

Dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et celui des opérations financières. Cette approche vise une plus grande cohérence avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008, qui distingue les transactions en capital et les transactions financières. Le compte de capital présente :

- les transferts de capital à recevoir et à payer ;
- l'acquisition et la cession d'actifs non financiers non produits.

La somme du solde du compte de capital et du solde du compte des transactions courantes correspond à la capacité (ou au besoin) de financement net d'une économie par rapport au reste du monde.

6.3. Compte financier

Le compte financier décrit les comportements d'investissement et de financement des résidents. Le solde du compte financier représente ainsi la capacité (ou le besoin) de financement du pays vis-à-vis du reste du monde.

Au niveau du compte financier, les opérations financières sont classées par nature et selon cinq (5) catégories fonctionnelles :

- les investissements directs qui confèrent le contrôle ou une influence importante sur une unité économique ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- les dérivés financiers (autres que réserves) et les options sur titres des salariés ;

-
- les autres investissements qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
 - les avoirs de réserve qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires et qui leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

6.4. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale est un état statistique qui fait apparaître la valeur et la composition, à un moment déterminé :

- des actifs financiers qui sont des créances sur des non-résidents ou détenus sous forme de lingots d'or à titre d'avoirs de réserve ;
- des passifs des résidents d'une économie envers des non-résidents.

Elle est un sous-ensemble du compte de patrimoine national et permet d'examiner l'exposition aux risques et aux vulnérabilités.

Dans le nouveau manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en cohérence avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La cohérence est également assurée avec les différentes rubriques du compte de revenu primaire et des autres changements pour faciliter la réconciliation des données.

La position extérieure globale à la clôture est donc égale à la position extérieure globale à l'ouverture à laquelle il faut ajouter le flux des opérations financières provenant de la balance des paiements et les impacts des variations de prix, de volume, de taux de change, ainsi que tout autre variation entraînant un changement dans la position initiale.

Avertissement :

En raison du changement méthodologique, notamment le passage de la 5^{ème} à la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements, des divergences peuvent être observées entre les séries contenues dans la version actuelle du rapport de la balance des paiements et celles contenues dans les versions antérieures.

Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

A. Balance des paiements

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements
Compte des transactions courantes
Biens et services
Biens
Services
Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>)
Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants »</i>)
Compte de capital
Acquisition et cession d'actifs non produits
Transferts en capital
Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>)
Investissements directs
Investissements de portefeuille
Produits financiers dérivés (<i>traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5</i>)
Autres investissements
Avoirs de réserve

A.1. Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;

- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication » selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

A.2. Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;

-
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

A.3. Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ».

En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

A.4. Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

A.5. Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

B- Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité.

A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)

(en millions de FCFA) - 2018

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 397 729	1 500 404	-102 675
1.A	Biens et services	945 874	1 293 592	-347 717
1.A.a	Biens	600 446	1 035 068	-434 622
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	590 285	1 026 420	-436 135
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	83 495	0	83 495
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	10 161	8 647	1 513
1.A.b	Services	345 429	258 524	86 905
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	320	230	90
1.A.b.1.1	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	320	230	90
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	17 888	-17 888
1.A.b.3	Transport	122 735	167 430	-44 696
1.A.b.3.0	Pour tous les modes de transports	122 735	166 914	-44 180
1.A.b.3.0.1	Voyageurs	64 274	12 605	51 669
1.A.3.0.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	Fret	13 608	144 566	-130 958
1.A.b.3.0.3	Autres	44 852	9 743	35 109
1.A.b.3.1	Transports maritimes	38 796	144 566	-105 771
1.A.b.3.1.1	Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	Fret	0	144 566	-144 566
1.A.b.3.1.3	Autres	38 796	0	38 796
1.A.b.3.2	Transports aériens	81 325	12 813	68 512
1.A.b.3.2.1	Voyageurs	64 171	10 931	53 240
1.A.b.3.2.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	Fret	11 098	0	11 098
1.A.b.3.2.3	Autres	6 056	1 882	4 174
1.A.b.3.3	Autres modes de transport	2 614	9 535	-6 921
1.A.b.3.3.1	Voyageurs	103	1 674	-1 571
1.A.b.3.3.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	Fret	2 511	0	2 511
1.A.b.3.3.3	Autres	0	7 861	-7 861
1.A.b.3.4	Services postaux et services de messagerie	0	516	-516
1.A.b.4	Voyages	84 856	23 217	61 638
1.A.b.4.1	à titre professionnel	46 535	6 867	39 668
1.A.b.4.1.1	Acquisition de biens et services par les travailleurs	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	frontaliers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.4.1.2	Autres	46 535	6 867	39 668
1.A.b.4.2	à titre personnel	38 321	16 350	21 971
1.A.b.4.2.1	Santé	83	0	83
1.A.b.4.2.2	éducation	372	72	299
1.A.b.4.2.3	Autres	37 867	16 278	21 589
1.A.b.4.0	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	9 443	0	9 443
1.A.b.4.0.1	Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	Services d'hébergement	9 443	0	9 443
1.A.b.4.0.4	Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	Travaux de construction	2 932	53	2 879
1.A.b.5.1	Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	2 932	53	2 879
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite	938	28 247	-27 309
1.A.b.6.1	Assurance directe	10	26 636	-26 626
1.A.b.6.2	Réassurance	633	1 572	-939
1.A.b.6.3	Services auxiliaires d'assurance	295	8	287
1.A.b.6.4	Services de retraite et de garantie standardisée	0	31	-31
1.A.b.7	Services financiers	11 578	309	11 269
1.A.b.7.1	Services financiers explicitement facturés et autres	11 578	309	11 269
1.A.b.7.2	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	18 963	8 754	10 208
1.A.b.9.1	Services de télécommunications	18 947	2 384	16 563
1.A.b.9.2	Services d'informatique	0	5 677	-5 676
1.A.b.9.3	Services d'information	15	693	-678
1.A.b.10	Autres services aux entreprises	84 868	11 624	73 245
1.A.b.10.1	Services de recherche-développement	0	2 832	-2 832
1.A.b.10.2	Services spécialisés et services de conseil en gestion	63 826	6 268	57 558
1.A.b.10.3	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	21 042	2 524	18 518
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.11.1	Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	18 238	771	17 467
1.A.b.0.1	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	Revenu primaire	139 766	129 024	10 742
1.B.1	Rémunération des salariés	30 670	13 144	17 525
1.B.2	Revenus des investissements	99 760	114 294	-14 534
1.B.2.1	Investissements directs	67 648	84 151	-16 503

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	49 542	40 775	8 767
1.B.2.1.1.1	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	49 382	32 554	16 828
1.B.2.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	2 632	20 287	-17 655
1.B.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	5	9 525	-9 520
1.B.2.1.1.1.3	Entre entreprises sœurs	46 745	2 742	44 003
1.B.2.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	Bénéfices réinvestis	160	8 222	-8 062
1.B.2.1.1.2.1	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0		0
1.B.2.1.1.2.1.1	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	Intérêts	18 106	43 375	-25 269
1.B.2.1.2.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	105	29 653	-29 548
1.B.2.1.2.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	142	-142
1.B.2.1.2.3	Entre entreprises sœurs	18 001	13 580	4 421
1.B.2.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	Investissements de portefeuille	26 172	6 303	19 869
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	784	0	784
1.B.2.2.1.1	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	148	0	148
1.B.2.2.1.2	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	636	0	636
1.B.2.2.1.2.1	Dividendes	636	0	636
1.B.2.2.1.2.2	Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	Intérêts	25 388	6 303	19 085
1.B.2.2.2.1	à court terme	19 181	6 150	13 031
1.B.2.2.2.2	à long terme	6 207	153	6 054
1.B.2.3	Autres investissements	5 941	23 840	-17 900
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	Intérêts	5 941	23 840	-17 900
1.B.2.3.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.4.2	Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	Autre revenu primaire	9 336	1 586	7 750
1.B.3.1	Taxes sur la production et importations	9 336	0	9 336
1.B.3.2	Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	Loyers	0	1 586	-1 586
1.C	Revenu secondaire	312 089	77 789	234 300
1.C.1	Administrations publiques	57 155	2 852	54 304
1.C.1.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.3	Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	57 155	2 852	54 304
1.C.1.5	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	254 934	74 938	179 996
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	219 734	41 392	178 342
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	219 734	41 392	178 342
1.C.2.2	Autres transferts courants	35 200	33 545	1 655
1.C.2.0.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	362	0	362
1.C.2.0.2	Cotisations sociales	123	3 498	-3 376
1.C.2.0.3	Prestations sociales	4 248	712	3 536
1.C.2.0.4	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	53	2 909	-2 856
1.C.2.0.5	Indemnités d'assurance dommage	47	0	47
1.C.2.0.6	Coopération internationale courante	0	27	-27
1.C.2.0.7	Transferts courants divers	30 367	26 398	3 968
1.C.2.0.7.1	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	Compte de capital	195 151	19 418	175 733
2.1	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	0	0
2.2	Transferts de capital	195 151	19 418	175 733
2.2.1	Administration publique	72 712	0	72 712
2.2.1.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	Autres transferts de capital	72 712	0	72 712
2.2.1.2.1	dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	122 439	19 418	103 021
2.2.2.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	Autres transferts de capital	122 439	19 418	103 021
2.2.2.2.1	dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	dont : entre ménages	0	0	0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 592 880	1 519 822	73 058
3	Compte financier	24 026	-52 012	76 038

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	24 026	-52 012	76 038
3.1	Investissement direct	38 996	-100 521	139 516
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	115 401	-48 750	164 151
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	115 241	-56 971	172 212
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	114 850	-56 876	171 726
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	391	-95	486
3.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices	160	8 222	-8 062
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.2	Instruments de dette	-76 405	-51 771	-24 634
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-133 600	-54 959	-78 641
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	48 216	-66	48 282
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	8 979	3 254	5 725
3.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	Investissements de portefeuille	49 704	-44 702	94 406
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	-38 280	-101 949	63 669
3.2.1.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-2 378	0	-2 378
3.2.1.4	Autres secteurs	-35 902	-101 949	66 047
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	-35 902	-101 949	66 047
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.2.1.0.1	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	Titres de créance	87 984	57 247	30 737
3.2.2.1	Banque centrale	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	4 889	0	4 889
3.2.2.2.1	à court terme	12 331	0	12 331
3.2.2.2.2	à long terme	-7 442	0	-7 442
3.2.2.3	Administrations publiques	0	76 987	-76 987
3.2.2.3.1	à court terme	0	-12 476	12 476
3.2.2.3.2	à long terme	0	89 463	-89 463
3.2.2.4	Autres secteurs	83 095	-19 740	102 835
3.2.2.4.0.1	à court terme	82 664	0	82 664
3.2.2.4.0.2	à long terme	431	-19 740	20 171
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	80 471	0	80 471
3.2.2.4.1.1	à court terme	76 816	0	76 816
3.2.2.4.1.2	à long terme	3 655	0	3 655
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 624	-19 740	22 364
3.2.2.4.2.1	à court terme	5 848	0	5 848
3.2.2.4.2.2	à long terme	-3 224	-19 740	16 516
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	Autres investissements	31 577	93 211	-61 634
3.4.1	Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	21 300	-33 524	54 824
3.4.2.1	Banque centrale	0	-12 791	12 791
3.4.2.1.1	à court terme	0	-12 791	12 791
3.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-38 249	-20 733	-17 516
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	à court terme	-38 249	-20 733	-17 516
3.4.2.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.4	Autres secteurs	59 549	0	59 549

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.2.4.0.1	à court terme	59 467	0	59 467
3.4.2.4.0.2	à long terme	82	0	82
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	45 206	0	45 206
3.4.2.4.1.1	à court terme	45 124	0	45 124
3.4.2.4.1.2	à long terme	82	0	82
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 343	0	14 343
3.4.2.4.2.1	à court terme	14 343	0	14 343
3.4.2.4.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.3	Prêts	2 397	146 231	-143 835
3.4.3.1	Banque centrale	0	25 381	-25 381
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	25 381	-25 381
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	2 397	-40 835	43 232
3.4.3.2.1	à court terme	171 258	107 857	63 400
3.4.3.2.2	à long terme	-168 861	-148 692	-20 169
3.4.3.3	Administrations publiques	0	21 434	-21 434
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	21 434	-21 434
3.4.3.4	Autres secteurs	0	140 251	-140 251
3.4.3.4.0.1	à court terme	0	-3 052	3 052
3.4.3.4.0.2	à long terme	0	143 303	-143 303
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	0	142 422	-142 422
3.4.3.4.1.1	à court terme	0	1 000	-1 000
3.4.3.4.1.2	à long terme	0	141 422	-141 422
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-2 171	2 171
3.4.3.4.2.1	à court terme	0	-4 052	4 052
3.4.3.4.2.2	à long terme	0	1 881	-1 881
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	1 017	0	1 017
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	1 017	0	1 017
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	1 017	0	1 017
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	1 001	72 575	-71 574

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	1 001	72 575	-71 574
3.4.5.4.0.1	à court terme	862	37 515	-36 652
3.4.5.4.0.2	à long terme	138	35 060	-34 922
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	0	1 970	-1 970
3.4.5.4.1.1	à court terme	0	1 963	-1 963
3.4.5.4.1.2	à long terme	0	7	-7
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 001	70 605	-69 604
3.4.5.4.2.1	à court terme	862	35 552	-34 689
3.4.5.4.2.2	à long terme	138	35 053	-34 915
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	5 863	-92 070	97 933
3.4.6.1	Banque centrale	0	-95 144	95 144
3.4.6.1.1	à court terme	0	-95 144	95 144
3.4.6.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	7 667	5 191	2 476
3.4.6.2.1	à court terme	7 667	5 191	2 476
3.4.6.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	-1 804	-2 117	313
3.4.6.4.0.1	à court terme	-842	-6 386	5 544
3.4.6.4.0.2	à long terme	-962	4 269	-5 231
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	0	-8 157	8 157
3.4.6.4.1.1	à court terme	0	-6 557	6 557
3.4.6.4.1.2	à long terme	0	-1 600	1 600
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-1 804	6 040	-7 844
3.4.6.4.2.1	à court terme	-842	171	-1 013
3.4.6.4.2.2	à long terme	-962	5 869	-6 831
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	Avoirs de réserve	-96 251	0	-96 251
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	25 302	0	25 302
3.5.3	Position de réserve au FMI	7 629	0	7 629

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.5.4	Autres avoirs de réserve	-129 181	0	-129 181
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	-129 181	0	-129 181
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	-2 003	0	-2 003
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	-127 178	0	-127 178
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
6	Erreurs et omissions nettes	-1 568 854	-1 571 834	2980

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions de FCFA) – 2018

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 397 729	1 500 404	-102 675
1.A	Biens et services	945 874	1 293 592	-347 717
1.A.a	Biens	600 446	1 035 068	-434 622
1.A.a.1	Marchandises générales	590 285	1 026 420	-436 135
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	83 495	0	83 495
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	10 161	8 647	1 513
1.A.b	Services	345 429	258 524	86 905
1.A.b.3	Transport	122 735	167 430	-44 696
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	13 608	144 566	-130 958
1.A.b.4	Voyage	84 856	23 217	61 638
1.A.b.0	Autres services	137 838	67 876	69 962
1.B	Revenus primaires	139 766	129 024	10 742
1.B.1	Revenus des salariés	30 670	13 144	17 525
1.B.2	Revenus des investissements	99 760	114 294	-14 534
1.B.3	Autres revenus primaires	9 336	1 586	7 750
1.C	Revenus secondaires	312 089	77 789	234 300
1.C.1	Administrations publiques	57 155	2 852	54 304
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	33 183	0	33 183
1.C.2	Autres secteurs	254 934	74 938	179 996
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	219 734	41 392	178 342
2	Compte de capital	195 151	19 418	175 733
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	195 151	19 418	175 733
2.2.1	Administrations publiques	72 712	0	72 712
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	122 439	19 418	103 021
3	Compte financier	24 026	-52 012	76 038
3.1	Investissements directs	38 996	-100 521	139 516
3.2	Investissements de portefeuille	49 704	-44 702	94 406
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	31 577	93 211	-61 634
3.5	Avoirs de réserves	-96 251	0	-96 251
6	Erreurs et omissions nettes	-1 568 854	-1 571 834	2 980

Source : BCEAO

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA) - 2018

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 397 729	1 500 404	-102 675
1.A	Biens et services	945 874	1 293 592	-347 717
1.A.a	Biens	600 446	1 035 068	-434 622
1.A.a.1	Marchandises générales	590 285	1 026 420	-436 135
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	83 495	0	83 495
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	10 161	8 647	1 513
1.A.b	Services	345 429	258 524	86 905
1.A.b.3	Transport	122 735	167 430	-44 696
1.A.b.3.0.2	Dont : Fret	13 608	144 566	-130 958
1.A.b.4	Voyage	84 856	23 217	61 638
1.A.b.0	Autres services	137 838	67 876	69 962
1.B	Revenus primaires	139 766	129 024	10 742
1.B.1	Revenus des salariés	30 670	13 144	17 525
1.B.2	Revenus des investissements	99 760	114 294	-14 534
1.B.3	Autres revenus primaires	9 336	1 586	7 750
1.C	Revenus secondaires	312 089	77 789	234 300
1.C.1	Administrations publiques	57 155	2 852	54 304
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	33 183		33 183
1.C.2	Autres secteurs	254 934	74 938	179 996
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	219 734	41 392	178 342
2	Compte de capital	195 151	19 418	175 733
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	195 151	19 418	175 733
2.2.1	Administrations publiques	72 712	0	72 712
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	122 439	19 418	103 021
3	Compte financier	145 951	86 921	59 031
3.1	Investissements directs	38 996	-100 521	139 516
3.2	Investissements de portefeuille	47 193	-44 702	91 895
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	59 763	232 143	-172 381
3.4.0.3	<i>Administration publique</i>	0	21 434	-21 434
3.4.0.4	<i>Autres secteurs</i>	59 763	210 709	-150 946
6	Erreurs et omissions nettes	-1 568 854	-1 571 834	2 980
7	Solde global	-121 925	-138 932	17 007
8	Avoirs et engagements extérieurs	121 925	138 932	-17 007
8.1	Banque centrale	96 251	82 555	13 696
8.2	Autres institutions de dépôts	25 674	56 377	-30 703

Source : BCEAO

Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(en millions de FCFA)

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Compte des transactions courantes	-226 373	-272 563	-258 747	-56 117	-102 675
Biens et services	-407 328	-542 977	-486 976	-291 486	-347 717
Biens	-438 394	-610 801	-571 673	-373 810	-434 622
Marchandises générales, base balance des paiements	-441 479	-613 138	-573 848	-376 804	-436 135
<i>Dont : Réexportations</i>	126 929	106 208	140 424	116 663	83 495
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Or non monétaire	3 085	2 337	2 175	2 994	1 513
Services	31 067	67 824	84 696	82 324	86 905
Transport	-37 450	-36 668	-28 522	-36 675	-44 696
<i>Dont fret</i>	<i>-118 632</i>	<i>-127 653</i>	<i>-127 177</i>	<i>-127 202</i>	<i>-130 958</i>
Voyages	41 659	45 120	47 958	57 654	61 638
Autres services	26 858	59 372	65 260	61 345	69 962
Revenus primaires	22 791	83 149	25 841	2 902	10 742
Rémunération des salariés	13 737	15 130	15 837	15 674	17 525
Revenus des investissements	3 182	62 234	4 596	-16 736	-14 534
Autres revenus primaires	5 873	5 786	5 408	3 964	7 750
Revenus secondaires	158 163	187 264	202 388	232 467	234 300
Administrations publiques	41 868	44 640	42 338	60 819	54 304
<i>Coopération internationale courante</i>	<i>41 868</i>	<i>44 640</i>	<i>42 338</i>	<i>60 819</i>	<i>54 304</i>
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	116 296	142 624	160 050	171 648	179 996
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	121 487	147 046	155 630	168 561	178 342
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	<i>121 487</i>	<i>147 046</i>	<i>155 630</i>	<i>168 561</i>	<i>178 342</i>
Autres transferts courants	-5 191	-4 422	4 420	3 087	1 655
Compte de capital	157 538	159 393	163 551	141 431	175 733
Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	0
Transferts de capital	157 538	159 393	163 551	141 431	175 733
Administration publique	61 619	62 447	66 499	41 407	72 712
<i>Remises de dette</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres transferts de capital</i>	<i>61 619</i>	<i>62 447</i>	<i>66 499</i>	<i>41 407</i>	<i>72 712</i>
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	95 919	96 946	97 052	100 025	103 021
<i>Remises de dette</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres transferts de capital</i>	<i>95 919</i>	<i>96 946</i>	<i>97 052</i>	<i>100 025</i>	<i>103 021</i>
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-68 835	-113 171	-95 196	85 315	73 058
Compte financier	9 845	-225 472	-159 805	77 449	59 031
Investissement direct	150 571	53 678	179 722	-70 338	139 516
Investissements de portefeuille	68 358	-75 482	-160 466	176 555	91 895
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0
Autres investissements	-209 084	-203 668	-179 061	-28 769	-172 381

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Erreurs et omissions nettes	2 190	2 694	2 541	2 247	2 980
Solde global	-76 490	114 995	67 150	10 112	17 007
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	76 490	-114 995	-67 150	-10 112	-17 007
Banque centrale	63 608	-119 330	69 314	13 094	13 696
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	12 882	4 335	-136 464	-23 206	-30 703

Source : BCEAO

Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée

(en millions de FCFA) - 2018

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure global nette	3 604 777	103 149	3 731 952	24 026	4 351 441	62 048	4 361 454	-52 035
. - - Investissement direct	1 872 331	86 637	1 997 963	38 996	1 254 879	26 059	1 180 394	-100 545
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	1 445 592	73 125	1 634 118	115 401	900 911	24 509	876 647	-48 774
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	1 435 393	73 125	1 623 759	115 241	890 610	24 509	856 807	-58 313
. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 418 378	73 125	1 606 353	114 850	873 221	24 497	839 501	-58 218
. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Entre entreprises soeurs	17 015	0	17 406	391	17 389	12	17 306	-95
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Instruments de dette	426 739	13 512	363 845	-76 406	353 968	1 550	303 747	-51 771
. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	415 375	13 512	295 287	-133 601	339 895	900	285 836	-54 959
. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	20 198	0	68 414	48 216	237	0	171	-66
. - - - - - Entre entreprises soeurs	-8 835	0	144	8 979	13 836	650	17 740	3 254
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Titres de créance :	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - Investissements de portefeuille	762 974	11 702	824 380	49 704	1 155 613	20 212	1 131 123	-44 702
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	167 132	243	129 095	-38 280	270 317	20 212	188 580	-101 949
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 044	0	666	-2 378	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	164 088	243	128 429	-35 902	270 317	20 212	188 580	-101 949

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Autres sociétés financières	164 029	243	128 370	-35 902	270 317	20 212	188 580	-101 949
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	59	0	59	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Titres de créance	595 842	11 459	695 285	87 984	885 296	0	942 543	57 247
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	412 862	0	417 751	4 889	0	0	0	0
. - - - - À court terme	246 632	0	258 963	12 331	0	0	0	0
. - - - - À long terme	166 230	0	158 788	-7 442	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	565 035	0	642 022	76 987
. - - - - À court terme	0	0	0	0	86 986	0	74 510	-12 476
. - - - - À long terme	0	0	0	0	478 049	0	567 512	89 463
. - - - - Autres secteurs	182 980	11 459	277 534	83 095	320 261	0	300 521	-19 740
. - - - - À court terme	164 868	11 459	258 991	82 664	0	0	0	0
. - - - - À long terme	18 112	0	18 543	431	320 261	0	300 521	-19 740
. - - - - Autres sociétés financières	169 682	11 459	261 612	80 471	0	0	0	0
. - - - - À court terme	164 793	11 459	253 068	76 816	0	0	0	0
. - - - - À long terme	4 889	0	8 544	3 655	0	0	0	0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	13 298	0	15 922	2 624	320 261	0	300 521	-19 740
. - - - - À court terme	75	0	5 923	5 848	0	0	0	0
. - - - - À long terme	13 223	0	9 999	-3 224	320 261	0	300 521	-19 740
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Options	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Contrats à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - Autres investissements	446 663	3 105	481 345	31 577	1 940 949	15 777	2 049 937	93 211
. - - - - Autres titres de participation	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	161 908	3 096	186 304	21 300	292 269	0	258 744	-33 524
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	107 291	0	94 500	-12 791
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	107 291	0	94 500	-12 791
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	113 172	0	74 923	-38 249	184 977	0	164 244	-20 733
. - - - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	113 172	0	74 923	-38 249	184 977	0	164 244	-20 733
. - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	48 736	3 096	111 381	59 549	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	48 038	3 096	110 601	59 467	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	698	0	780	82	0	0	0	0
. - - - - - - Autres sociétés financières	20 443	3 089	68 738	45 206	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	20 443	3 089	68 656	45 124	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	0	0	82	82	0	0	0	0
. - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	28 293	7	42 643	14 343	0	0	24	24
. - - - - - - - À court terme	27 595	7	41 945	14 343	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	698	0	698	0	0	0	0	0
. - - - - Prêts	244 673	0	247 070	2 397	1 254 413	13 897	1 414 542	146 231
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	68 837	2 124	96 341	25 381
. - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	68 837	2 124	96 341	25 381
. - - - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	244 673	0	247 070	2 397	125 509	0	84 674	-40 835
. - - - - - - À court terme	75 812	0	247 070	171 258	-27 936	0	79 921	107 857
. - - - - - - À long terme	168 861	0	0	-168 861	153 445	0	4 753	-148 692
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	926 660	11 773	959 868	21 434
. - - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autres à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autres à long terme	0	0	0	0	926 660	11 773	959 868	21 434
. - - - - - Autres secteurs	0	0	0	0	133 407	0	273 658	140 251
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	59 257	0	56 205	-3 052

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	74 150	0	217 453	143 303
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	1 148	0	143 570	142 422
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	1 000	1 000
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	1 148	0	142 570	141 422
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	132 259	0	130 088	-2 171
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	59 257	0	55 205	-4 052
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	73 002	0	74 883	1 881
. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	1 017	1 017	0	0	0	0
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	0	0	1 017	1 017	0	0	0	0
. - - - - Autres sociétés financières	0	0	1 017	1 017	0	0	0	0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à pension	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Crédits commerciaux et avances	35 436	9	36 446	1 001	104 812	0	177 387	72 575
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	35 436	9	36 446	1 001	104 812	0	177 387	72 575
. - - - - À court terme	35 436	9	36 308	862	62 211	0	99 726	37 515
. - - - - À long terme	0	0	138	138	42 601	0	77 661	35 060
. - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	969	0	2 939	1 970
. - - - - À court terme	0	0	0	0	969	0	2 932	1 963
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	7	7
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	35 436	9	36 446	1 001	103 843	0	174 448	70 605

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À court terme	35 436	9	36 308	862	61 242	0	96 794	35 552
. - - - - - À long terme	0	0	138	138	42 601	0	77 654	35 053
. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	4 645	0	10 508	5 863	234 672	645	143 247	-92 070
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	208 406	0	113 262	-95 144
. - - - - À court terme	0	0	0	0	208 406	0	113 262	-95 144
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	88	0	7 755	7 667	1	0	5 192	5 191
. - - - - À court terme	88	0	7 755	7 667	1	0	5 192	5 191
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	4 557	0	2 753	-1 804	26 265	645	24 793	-2 117
. - - - - À court terme	2 353	0	1 511	-842	16 321	298	10 233	-6 386
. - - - - À long terme	2 204	0	1 242	-962	9 944	347	14 560	4 269
. - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	21 843	645	14 331	-8 157
. - - - - À court terme	0	0	0	0	12 836	298	6 577	-6 557
. - - - - À long terme	0	0	0	0	9 007	347	7 754	-1 600
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	4 557	0	2 753	-1 804	4 422	0	10 462	6 040
. - - - - À court terme	2 353	0	1 511	-842	3 485	0	3 656	171
. - - - - À long terme	2 204	0	1 242	-962	937	0	6 806	5 869
. - - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	54 783	1 235	56 018	0
. - - Avoirs de réserve	522 810	1 705	428 265	-96 251	0	0	0	0
. - - - Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - Or métal	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - Comptes en or non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - Droits de tirage spéciaux	33 541	1 327	60 170	25 302	0	0	0	0
. - - - Position de réserve au FMI	9 175	379	17 183	7 629	0	0	0	0
. - - - Autres avoirs de réserve	480 094	0	350 912	-129 181	0	0	0	0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	480 094	0	350 912	-129 181	0	0	0	0
. - - - - Créances sur les autorités monétaires	2 360	0	356	-2 003	0	0	0	0
. - - - - Créances sur d'autres entités	477 734	0	350 556	-127 178	0	0	0	0
. - - - - Titres	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres créances	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCEAO

Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
EUROPE	33 479	48 037	40 668	42 853	50 132
UNION EUROPEENNE	31 254	46 425	39 489	41 399	49 196
ZONE EURO	28 922	44 299	36 247	40 983	48 377
Allemagne	1 803	1 917	1 104	535	3 685
Belgique	3 107	12 578	5 914	3 951	3 002
Espagne	960	2 214	2 673	2 664	2 289
France	12 944	15 753	17 415	25 441	31 993
Irlande	12	24	0	0	0
Italie	611	2 676	2 613	2 747	1 416
Pays-Bas	8 900	6 861	4 081	4 294	3 423
Autres pays de la zone Euro	585	2 276	2 447	1 351	2 568
AUTRES PAYS DE L'UE	2 332	2 126	3 243	417	819
Danemark	0	167	109	15	0
Pologne	1 577	12	2 002	0	0
Royaume-Uni	755	1 945	1 094	316	761
Autres	0	2	38	86	58
AUTRES PAYS D'EUROPE	2 225	1 612	1 178	1 454	936
Norvège	0	0	5	7	0
Russie	3	0	29	515	0
Suisse	873	1 576	1 060	791	592
Ukraine	47	32	84	140	321
Autres	1 302	4	0	0	24
AFRIQUE	262 027	300 029	362 042	348 083	350 549
UEMOA	148 872	204 309	272 331	259 945	269 184
Bénin	41 758	59 069	74 600	62 545	59 768
Burkina	38 421	64 334	76 902	78 241	85 684
Côte d'Ivoire	13 538	15 814	37 394	38 778	43 204
Guinée-Bissau	-	1 277	413	151	173
Mali	15 435	21 664	32 940	27 513	30 622
Niger	37 513	38 856	44 821	44 666	44 508
Sénégal	2 208	3 294	5 261	8 051	5 224
CEDEAO (hors UEMOA)	82 407	59 914	69 925	72 295	69 252
Ghana	35 781	32 264	41 635	33 515	38 454
Guinée	457	1 300	3 578	3 447	2 557
Nigeria	44 748	25 248	23 511	34 131	26 747
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	1 422	1 101	1 200	1 201	1 494
CEMAC	27 479	24 220	13 081	5 262	7 155
Cameroun	4 869	3 459	1 391	1 456	1 135
Congo (Brazzaville)	1 450	2 043	5 116	314	1 423
Gabon	19 354	17 528	5 329	1 804	2 474
Guinée Equatoriale	557	444	442	507	422
République Centrafricaine	776	335	206	314	522
Tchad	473	411	597	867	1 180
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	3 268	11 586	6 706	10 582	4 957
Afrique du Sud	215	382	296	140	253
Angola	400	127	49	143	100
Maroc	571	7 991	3 285	1 266	929
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	1 695	570	1 716	2 133	780
Tunisie	97	308	95	291	126

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Autres	290	2 209	1 264	6 609	2 770
AMERIQUE	1 783	16 692	13 679	9 712	9 293
Antilles Néerlandaises	-	-	-	30	0
Brésil	-	-	-	4	4
Canada	85	9 224	10 806	5 883	6 048
Cuba	-	-	-	33	0
USA	1 662	3 038	2 859	3 638	3 117
Autres pays d'Amérique	37	4 430	14	124	123
ASIE	39 048	87 821	68 948	70 941	92 720
Chine	7 112	4 527	5 538	8 630	4 856
Inde	10 004	38 870	32 540	26 708	39 873
Indonésie	5 405	9 545	4 000	5 765	2 790
Liban	133	252	321	402	589
Malaisie	2 510	9 907	9 981	3 994	25 167
Pakistan	666	321	2 588	8 952	1 192
Taiwan	882	57	309	322	675
Vietnam	5 621	7 527	3 020	2 300	6 658
Autres pays d'Asie	6 717	16 815	10 650	13 867	10 922
OCEANIE	0	642	3 665	13 812	8 086
Australie	-	0	3 664	13 791	8 086
Autres pays d'Océanie	-	642	1	21	0
TOTAL	336 336	453 222	489 002	485 401	510 780

Source : BCEAO

Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
EUROPE	382 904	365 549	378 616	324 889	312 400
UNION EUROPÉENNE	328 534	334 268	322 015	289 446	265 327
ZONE EURO	297 991	292 157	279 168	250 687	228 199
Allemagne	32 987	37 646	39 948	29 418	27 403
Belgique	44 217	38 969	41 150	30 251	24 397
Espagne	40 771	39 481	18 444	16 770	18 448
France	79 510	95 915	94 908	101 347	89 261
Italie	16 429	15 206	13 207	11 518	13 490
Pays-Bas	41 660	20 721	45 068	46 590	35 710
Autres pays de la zone Euro	42 416	44 219	26 444	14 792	19 491
AUTRES PAYS DE L'UE	30 543	42 111	42 847	38 759	37 127
Danemark	1 165	2 986	3 217	4 566	3 376
Lettonie	15 171	17 633	7 757	17 377	8 616
Royaume-Uni	5 638	9 012	8 263	5 595	14 596
Suède	689	4 569	3 688	1 486	2 946
Autres	7 880	7 909	19 923	9 736	7 593
AUTRES PAYS D'EUROPE	54 370	31 281	56 601	35 443	47 073
Islande	61	569	1	41	46
Norvège	370	325	239	6 876	2 205
Russie	35 939	23 904	28 907	17 488	33 912
Suisse	3 068	3 513	13 320	4 802	3 663
Ukraine	1 607	2 610	14 024	5 517	6 511
Autres	878	360	111	719	736
AFRIQUE	109 149	181 360	146 495	161 460	163 228
UEMOA	39 924	47 889	57 993	43 830	40 364
Bénin	6 775	4 876	8 356	5 597	3 840
Burkina	579	3 020	2 569	4 291	3 566
Côte d'Ivoire	20 085	23 670	31 739	21 044	17 437
Guinée-Bissau	6 774	8 242	6 334	4 471	7 079
Mali	54	545	119	322	222
Niger	68	56	29	55	8
Sénégal	5 590	7 480	8 848	8 050	8 212
CEDEAO (hors UEMOA)	37 417	42 397	54 115	67 008	66 927
Ghana	31 095	34 528	36 036	38 782	29 230
Nigeria	6 317	7 840	17 844	28 166	37 645
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	4	29	235	59	51
CEMAC	290	839	1 419	323	174
Cameroun	274	781	462	59	71
Congo (Brazzaville)	0	2	55	1	0
Autres CEMAC	15	57	902	263	103
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	31 519	90 235	32 968	50 299	55 763
Afrique du Sud	15 204	50 339	10 714	24 282	16 346
Egypte	3 206	3 514	3 014	5 383	9 803
Maroc	9 006	23 172	10 385	5 846	13 559
Mauritanie	1 723	5 982	4 688	7 025	10 437
Mozambique	0	0	1 652	5 569	38
Seychelles	0	0	0	0	0
Tunisie	1 595	2 217	1 720	1 382	1 658
Autres	786	5 012	796	811	3 923

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
AMERIQUE	49 261	52 410	51 496	43 448	71 398
Antilles Néerlandaises	3 870	1 606	0	0	0
Brésil	9 973	12 990	9 062	14 120	10 455
Canada	5 543	7 430	9 004	5 422	5 954
Cuba	-	-	-	1	198
Mexique	829	2 247	1 767	1 401	2 306
USA	25 951	25 279	20 335	18 854	44 948
Autres pays d'Amérique	3 095	2 858	11 328	3 650	7 537
ASIE	317 188	426 627	510 012	407 906	425 902
Arabie Saoudite	19 309	25 061	30 514	29 662	20 914
Chine	151 984	205 805	299 902	184 195	202 173
Corée du sud	11 914	11 637	13 524	10 702	9 814
Emirats arabes unis	8 102	14 945	16 786	13 166	21 637
Inde	27 766	39 378	34 696	33 426	40 481
Japon	33 302	41 780	46 213	47 561	42 198
Liban	3 535	2 456	2 239	1 401	2 152
Malaisie	7 842	10 049	11 105	14 723	14 998
Thaïlande	18 839	17 248	10 127	12 459	11 253
Turquie		13 399	15 744	15 447	19 649
Autres pays d'Asie	34 596	44 870	29 163	45 163	40 634
OCEANIE	637	88	380	474	429
Australie	557	55	379	474	429
Autres pays d'Océanie	79	33	1	0	0
TOTAL	859 139	1 026 033	1 086 999	938 177	973 358

Source : BCEAO

Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires (en millions de FCFA)

A – Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2018

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	6 820,2	7 083,6	203,8	73 390,3	56 533,6	518,6	17 171,4	161 721,5
	Burkina	2 818,5		13 750,2	26,4	11 313,9	12 489,1	5 905,1	34 750,8	81 053,9
	Côte d'Ivoire	34 716,6	348 326,8		958,7	320 507,3	59 606,2	68 838,8	53 347,2	886 301,6
	Guinée-Bissau	21,7	0,0	0,0		1 065,1	0,0	3 914,7	0,0	5 001,4
	Mali	20 088,4	49 389,0	58 323,4	263,2		19 233,8	126 079,6	7 280,4	280 657,9
	Niger	15 162,9	15 638,1	4 885,7	9,6	43 523,0		1 111,3	12 663,5	92 994,1
	Sénégal	12 062,0	39 155,6	75 205,1	49 881,0	401 119,0	9 082,9		11 740,9	598 246,5
	Togo	154 521,3	100 679,5	46 242,9	392,7	36 716,8	45 912,0	5 487,6		389 952,8
	UEMOA	239 391,4	560 009,1	205 490,9	51 735,4	887 635,3	202 857,6	211 855,6	136 954,3	2 495 929,7

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

B – Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2018

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 406,5	6 241,3	100,7	2 157,7	8 638,2	4 148,5	3 326,6	28 019,4
	Burkina	2 577,7		15 438,0	40,6	17 346,2	3 198,0	6 411,7	6 664,6	51 676,8
	Côte d'Ivoire	9 965,3	16 018,9		3 851,1	64 465,9	8 239,7	22 458,9	18 806,2	143 806,0
	Guinée-Bissau	378,1	109,7	467,9		928,2	309,6	8 137,7	364,0	10 695,2
	Mali	3 264,3	3 145,9	13 663,3	130,8		6 509,3	31 313,7	8 622,5	66 649,6
	Niger	839,4	2 280,8	5 698,6	110,4	6 176,8		3 914,4	7 878,2	26 898,5
	Sénégal	3 803,3	5 903,4	11 293,4	3 914,0	24 766,0	4 426,0		3 275,1	57 381,1
	Togo	2 940,9	3 978,3	6 402,7	128,0	3 453,7	4 789,2	3 342,3		25 131,1
	UEMOA	23 769,0	34 843,5	59 205,2	8 275,5	119 294,3	36 110,0	79 727,2	48 937,1	410 161,8

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

C - Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2018

(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 661,5	1 541,1	158,8	1 399,4	2 504,1	3 966,3	6 939,2	21 170,4
	Burkina	13 775,1		6 369,4	145,8	3 652,9	3 519,9	4 721,1	11 373,4	43 557,5
	Côte d'Ivoire	14 774,5	19 242,3		88,4	7 303,0	2 500,6	7 170,6	11 240,5	62 319,8
	Guinée-Bissau	37,4	602,1	151,0		40,3	74,4	4 748,0	256,2	5 909,5
	Mali	2 408,2	11 316,4	7 552,3	939,7		3 705,8	5 741,6	2 256,4	33 920,3
	Niger	5 798,0	2 804,5	4 385,4	32,5	1 722,6		5 901,4	4 819,0	25 463,2
	Sénégal	2 822,6	15 528,5	2 375,5	1 583,7	3 959,2	1 498,2		822,6	28 590,4
	Togo	18 399,5	1 072,8	1 660,6	107,0	1 370,3	2 874,5	6 142,6		31 627,4
	UEMOA	58 015,3	55 228,2	24 035,3	3 055,8	19 447,8	16 677,3	38 391,6	37 707,3	252 558,5

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int